

NOIR ET ROUGE

CENTRE DE RECHERCHES
SOCIALES
ANTI-AUTORITAIRES

ARCHIVES

cahiers d'études
anarchistes. 39-40

Cahiers d'études Anarchistes

PERIODICITE : TRIMESTRIELLE

AUX CAMARADES

Le groupe qui assurait jusqu'à présent la rédaction de « Noir et Rouge » s'est dissout en tant que tel. A sa place, une équipe plus large prend la relève, comprenant outre les anciens de « N. et R. », un groupe scissionniste de la Fédération Anarchiste et d'autres camarades de groupes disparus.

Pour l'instant parisien, ce groupe est prêt à toute nouvelle fusion avec groupes ou individus de province ou de Paris sur la base d'un accord sur l'orientation et la méthode.

En même temps, notre mention « Directeur de la publication » (mention conforme à la réglementation sur la presse) est suivie d'un nom nouveau ; simple application du principe de rotation des tâches, cela ne signifie aucunement que l'orientation générale de la revue soit modifiée, encore que nous pensions que le renouvellement et l'extension prise par l'équipe permette de donner à « N. et R. » un contenu plus actuel, une parution plus régulière (une fois passée la période de transition !), et peut-être une forme plus incisive.

Ce regroupement, s'il assure entre autres une base plus efficace à la revue, n'exclue pas la participation des lecteurs à la rédaction de « N. et R. », ce devrait être au contraire une incitation nouvelle.

Il faut reconnaître que jusqu'ici nos appels à la collaboration furent assez timorés et peu fréquents, aussi voulons-nous profiter de notre nouvelle lancée pour formuler cette exigence de discussion ; nous communiquerons, par ailleurs, aux camarades qui nous sont connus, notre plan de travail, afin que cette collaboration ait un sens et une base concrète.

Recevez nos fraternels saluts.

« N. et R. »

GRÈVE A LA FACULTÉ DE NANTERRE

Ouverte en octobre 1964, la faculté de Nanterre est l'un des complexes universitaires pilote, isolé de tout centre urbain, que le gouvernement entend mettre sur pied un peu partout en France et qui correspond très exactement à l'esprit de la réforme Fouchet : un enseignement spécialisé pour former le plus rapidement possible « l'élite de la nation », débouchant sur une formation précise, adéquate aux besoins d'une économie en mutation.

Pour cela, une université fonctionnelle, où l'on travaille sans perdre de temps (cité universitaire dans l'enceinte de la faculté), où l'étudiant est au maximum coupé de la réalité sociale, un ghetto qui l'isole superbement en lui offrant une vie pesante, étriquée, qui le force à en sortir le plus rapidement possible au prix d'une course aux diplômes, pour s'élever dans l'échelle sociale et gagner du fric pour être « indépendant ».

Jusqu'à l'année dernière, la vie politique n'était que l'expression théorique des différents groupes d'extrême gauche (des anarchistes — nous-mêmes — aux étudiants communistes en passant par les trotskystes et les pro-chinois), cent personnes environ, avec une tolle de fond représentée par les « cathos ». L'UNEF, syndicat de « masse » n'étant que la collection de ces chapelles et le lieu de bagarres stériles entre elles.

Le premier mouvement de masse eut lieu l'année dernière avec l'occupation du bâtiment des filles par les étudiants résidents à la cité, pour obtenir la liberté de circulation, de réunion et de visite, ainsi que la mixité, à l'intérieur du campus. Ce mouvement, qui débuta dans l'enthousiasme, fut réprimé par l'administration qui appella la police et établit une liste noire d'étudiants indésirables.

De plus, deux groupuscules luttèrent entre eux pour chapeauter le mouvement : les Jeunesses Communistes Révolutionnaires (JCR, d'obédience trotskyste, IV^e internationale) et le Comité de Liaison des Etudiants Révolutionnaires (CLER, trotskystes eux aussi, mais du groupe Lambert) (1), transformant le combat en un débat stérile sur des questions tactiques : ces deux groupes se trouvaient par ailleurs unis pour constituer un service d'ordre qui empêcha les étudiants d'envahir de nouveau les locaux lors de la dernière manifestation, interdisant ainsi tout redémarrage à une action qui en avait bien besoin. Ce fut donc la fin ; rien n'avait été obtenu. Cependant, il y eut un point positif : l'administration retarda la mise sur pied d'un système répressif encore plus dur et prévu à l'avance : portes électriques, contrôle renforcé, hausse du prix des chambres, etc.).

Il était prévisible que quelque chose allait se passer à cette dernière rentrée, non plus à la cité, mais dans la faculté elle-même. En effet, la mise en application de la réforme annonçait une période transitoire de quelques années, qui engendrerait des effets contraires à quelques-uns des buts de cette réforme : des professeurs pas assez nombreux, des travaux pratiques surchargés, des « injustices » pour les étudiants qui possédaient des certificats de l'ancien système. Bref, une période bordélique, mais que l'on peut prévoir relativement courte, car une fois la réforme appliquée et rodée, du primaire

(1) Les premiers publient « l'Avant-garde jeunesse » et les seconds « Révoltes », « Information ouvrière » et « la Vérité ».

au supérieur, c'est-à-dire une orientation forcée à tous les niveaux, de nombreux jeunes intégrés à la production au cours même de leurs études, on peut prévoir un enseignement supérieur fonctionnel avec des travaux pratiques à vingt-cinq, de nombreuses heures de cours, des professeurs en nombre suffisant : la bourgeoisie ne lésine pas quant à la formation de « l'élite ».

Le mouvement issu de cet état de fait, transitoire, ne pouvait donc qu'être corporatiste et intégré dès le départ : revendiquer **POUR QUE LA REFORME FONCTIONNE BIEN**, dès maintenant, en limitant les remous dus au passage d'un système à l'autre.

La grève se déclencha **spontanément** en sociologie, et rapidement dans toutes les sciences humaines (philo, socio, psycho), soit environ 3.000 étudiants sur 11.000 à Nanterre. L'UNEF était prise de cours, elle qui pensait « lancer » une grève une semaine après seulement.

Ce facteur fit que nous (2) eûmes la possibilité d'intervenir (en tant qu'individus) dans cette grève, d'autant plus qu'à côté des mots d'ordre réactionnaires s'en trouvait un qui nous intéressait et que nous avions développé l'année passée : **CONTRE L'ASSIDUITE OBLIGATOIRE**, et qui offre des possibilités quant à la remise en question de la conception même d'université, pour peu qu'il soit lié à la **suppression des examens**.

Il s'agissait de faire discuter et voter cette « revendication » partout où à la base, cela était possible (ce qui fut fait dans de nombreux groupes en sciences humaines).

Notre seconde tâche était de lutter pour que la démocratie fût respectée et que le mouvement appartienne jusqu'au bout à tous les grévistes. Des délégués furent élus et mandatés dans de nombreux cas. Mais l'assemblée des délégués avalida un comité de grève composé de « bonnes volontés » avec un mandat blanc : coordonner la grève. L'UNEF se remit en selle en obtenant la parité dans ce comité de grève qui bientôt se comporta en direction : plusieurs fois la « suppression de l'assiduité » fut remise en question par les nouveaux meneurs de la grève, et il fallu la revoter autant de fois dans les groupes de base pour imposer qu'elle fût inscrite dans nos revendications.

Il fallu aussi gueuler pour que le comité de grève rendit des comptes et ne prenne aucune décision ; cela fut de plus en plus vain au fur et à mesure du déroulement de la grève ; c'est le comité qui se réservait le monopole de la parole dans les meetings (micro, tribune, etc.) et qui refusa l'envahissement du bâtiment administratif. Des réactions eurent lieu dans certains T.P. où on refusa l'aval au représentant du comité.

En fait, le comité de grève aurait dû être l'assemblée des délégués de travaux pratiques, avec une rotation chaque jour de ces mêmes délégués ; cela était au départ possible, étant donné que la grève était « sur le tas » et que les étudiants étaient réunis pour discuter.

Mais bientôt le champ fut laissé libre aux manœuvres des apprentis bureaucrates. Les délégués étaient de moins en moins soucieux de revenir devant le T.P. qui les avait élus pour informer et rendre compte de leurs mandats ; les étudiants participaient de moins en moins à la grève ; le comité put donc en toute quiétude décider, proposer, négocier.

(2) Nous, c'est-à-dire la Tendance révolutionnaire fédéraliste.

Le meeting du samedi 25 fut révélateur : on eut droit à un discours de Barbet, maire communiste et député de Nanterre, à un message de Claude Estier, apportant tous les deux un message de soutien de leurs groupes respectifs (PC, FGDS), ce qui, étant donné l'impuissance relative de l'assemblée de faculté qui se réunissait à la même heure et sur qui nous étions sensés faire pression, laissait la porte ouverte à l'arrêt de la grève et au déclenchement de « choses plus sérieuses » : les pressions sur le ministère par des délégations professeurs-étudiants et surtout par les députés de gauche qui « poseraient des questions écrites à l'Assemblée nationale ».

C'était aussi une manière pour les étudiants communistes de se remettre dans la course (eux, qui pendant tout le début de la grève s'étaient trouvés une occupation saine, la quête entre 12 et 14 h pour le Viet-nam).

Le CLER, lui aussi, profita de l'occasion pour faire croire que l'élargissement de la lutte passait par une manifestation centrale de la jeunesse devant un ministère quelconque (refrain rabaché depuis plus d'un an).

Après ce baroud d'honneur, les cours reprurent normalement dès le lundi. L'assemblée de faculté se montrait d'accord sur les revendications réactionnaires, mais de toutes les façons irréalisables aujourd'hui et qui ne sont pas de son ressort : T.P. à vingt-cinq crédits supplémentaires, etc.

Quant à l'assiduité, il fut décidé que chaque département (ensemble des professeurs de chaque matière) serait libre. Néanmoins, il fut conseillé un changement du contrôle administratif en contrôle pédagogique (ce qui revient exactement au même, mais qui fut présenté par le comité comme une grande victoire, comme toute la grève elle-même d'ailleurs). Le problème des équivalences est renvoyé à une décision du ministère qui évidemment n'interviendra pas en notre faveur.

Enfin, gardons le bon morceau pour la fin : nous avons réussi à introduire dans les mots d'ordre la suppression et la remise d'une liste noire administrative (de tous les étudiants indésirables politiquement) dont nous connaissons l'existence. Le doyen et la majorité des professeurs refusèrent d'en reconnaître même l'existence. La seule chose stable obtenue est étrangère au déclenchement de la grève et est un apport direct de la bureaucratie : c'est l'institutionnalisation d'assemblées mixtes étudiants-professeurs, par matières, pour les discussions à venir : c'est-à-dire, indirectement, un moyen d'intégration pour une « co-gestion de l'aliénation » dans la réforme Fouchet.

C'était la première fois que nous assistions à une grève spontanée au départ, et groupant autant d'étudiants. Elle confirme le caractère épidermique et facilement intégrable des luttes étudiantes ; la grève étudiante est une arme peu efficace dans la mesure où le pouvoir ne perd pas un sou. Elle n'est absolument pas un moyen de pression, d'où son aspect folklorique et « gentil », qui n'a qu'un but : faciliter la mise en place de la réforme.

La seule perspective révolutionnaire serait la contestation même de l'université avec :

- pas d'inscription aux T.P. (n'importe qui peut y venir) ;
- grève des examens ;
- refus de payer les loyers des chambres, les droits d'inscriptions...

Mais quand ?

MARTIN.

SUR LE VIETNAM

Ce texte part du Vietnam, mais il s'est trouvé nécessaire de poser à partir de là les problèmes définis par les « scissionnistes » de Bordeaux (l'« Hydre de Lerne »).

Pour aborder ces problèmes sans risquer de rester dans l'abstrait, de ne pas se comprendre, et donc de ne pas percevoir nos divergences ou nos points communs, il est nécessaire de partir de faits concrets qui se posent à nous dans notre action.

Le fait que nous ayons choisi le Vietnam ne veut pas dire que nous pensions que ce soit le premier problème à discuter. Ce pourrait être les grèves en France, le syndicalisme, le gaullisme ou autre chose.

Le problème est de savoir ce qui se passe vraiment au Vietnam, quels sont les intérêts en jeu, ce qui pousse les Américains à continuer cette guerre ; qui en profite en définitive, et enfin quelle doit être notre attitude.

Bien que le Vietcong soit soutenu par le Vietnam du Nord, on ne peut pas dire que la cause première des soulèvements soit une phase de l'expansion des pays « communistes ». C'est d'abord une révolte des masses paysannes contre un régime d'exploitation qu'on peut rapprocher de celles qui eurent lieu auparavant en Chine, au Vietnam contre les Français, ou même à Cuba.

La possession des terres est monopolisée par une couche de propriétaires fonciers qui afferment des parcelles aux paysans pratiquement sans terre. Ces derniers sont vite contraints de s'endetter vu le faible rendement des terres (quinze quintaux de riz à l'hectare) (inversement, le manque de moyens financiers empêche d'améliorer ce rendement : faible surface attribuée à chaque famille, poids du fermage, autour de 50 p. 100 de la récolte, plus 25 p. 100 versés comme intérêts aux usuriers, ce qui ne fait plus que 25 p. 100 du produit du travail pour vivre et acheter du matériel).

Ceci explique la première révolte contre les Français. Après que ces derniers aient été chassés, un grand nombre de paysans s'emparèrent des terres. Mais les accords de Genève, auxquels des « bien-pensants » demandent le retour, marquèrent le début de la contre-révolution : les propriétaires reprennent leurs terres sous la protection du régime Diem, et les paysans retombent dans la plus noire misère, n'ayant d'autre issue qu'une autre révolte.

C'est au cours de cette dernière révolte que les Américains sont entrés directement dans la guerre : ils ne voulaient pas qu'une partie du monde qui leur est destinée par les accords de Yalta leur échappe, créant ainsi un précédent dangereux, un exemple en quelque sorte pour les classes opprimées du « Tiers Monde ».

Qui plus est, cette guerre arrivait dans une période de récession mondiale, principalement aux U.S.A., à point pour relancer l'économie et augmenter le taux de profit dans ce pays. En effet, la production militaire ne s'écoule

pas sur le marché et n'est donc pas limitée par la demande, si bien que l'Etat dispose d'une plus grande liberté dans le choix du moment, de la durée et de l'importance de ses achats que s'il s'agissait de produits consommés par la population, ce qui de plus empêcherait alors le blocage des salaires.

En cas de récession, l'Etat intervient dans l'économie par des commandes massives aux secteurs de pointe (aéronautique, électronique, électromécanique, toutes intéressées par la production militaire) ; lesquels commandent à leur tour du matériel de production aux autres branches, répercutant ainsi, de proche en proche, la commande de l'Etat à toutes les industries.

Si les achats du secteur public américain augmentent, c'est surtout en raison de l'accroissement des investissements militaires qui ont récemment augmenté de 1 milliard de dollars.

« Cet essor économique qui s'est amorcé au début de 1961 dure depuis six ans, soit bien plus longtemps qu'aucune période d'expansion en temps de paix » (O.C.D.E., « U.S.A. 1965 »).

Une partie de l'industrie américaine, et aussi de tout le camp occidental, a ainsi été orientée vers la production de l'armement, si bien qu'à l'heure actuelle, les U.S.A. ne peuvent se permettre d'arrêter la guerre avant d'avoir trouvé un autre palliatif (un autre foyer de trouble ?) capable d'assurer le taux de profit.

C'est pourquoi on peut déjà affirmer que la guerre du Vietnam s'inscrit dans la marche de l'économie capitaliste mondiale et que lutter en France contre la bourgeoisie, c'est un moyen sûr d'aider les paysans vietnamiens. Ainsi la lutte des Noirs aux Etats-Unis, par les troubles qu'elle crée, est plus utile qu'une manifestation pour le Vietnam. Il en est de même qu'une grève à la Rhodiaceta par rapport au Mouvement du Milliard, même si apparemment elle n'a rien à voir avec le Vietnam.

Il nous faut voir maintenant ce que ces révoltes paysannes ont secrété au Vietnam.

Examinons d'abord le cas du Nord dirigé par le Parti Communiste Indochinois (P.C.I.).

JADIS LE P.C.I... (voir « Solidarité et U.O. » (1) de Belgique).

Depuis 1930, les paysans sont en état d'insurrection permanente contre l'exploitation féodale. Ils soutiennent dans leur ensemble le Vietcong, dans lequel ils voient une force capable de briser les structures sociales.

Les premières insurrections sont soutenues par le P.C.I. ; cependant, après le VII^e congrès du Komintern (1935) qui préconise la tactique du front populaire (déjà !) (alliance avec la bourgeoisie dite progressiste), le P.C.I. fait marche arrière : il abandonne le mot d'ordre « à bas l'impérialisme français », ainsi que la lutte pour l'indépendance.

Le P.C.I., suivant fidèlement les directives de Staline, défend, après le pacte de non-agression de 1939, l'Allemagne fasciste contre l'agression fran-

(1) Unité ouvrière.

çaise. Les Américains sont dès 1940 intéressés par l'Indochine. A Yalta (1942), Roosevelt propose de remplacer la « présence » française par une occupation internationale, c'est-à-dire surtout américaine, et obtient l'accord de Staline.

En mars 1945, les Japonais lancent une offensive contre les garnisons françaises. Les U.S.A. refusent toute aide ; les forces françaises sont décimées, les Japonais proclament l'Indochine indépendante, mais maintiennent leur occupation.

Le P.C.I. prépare l'occupation du pays par les alliés. Américains et Anglais occupent le Sud du pays, Ho-Chi Min prend Hanoi : il a l'appui des U.S.A. La France à son tour déclare l'Indochine indépendante et s'engage à retirer ses troupes en cinq ans. Le P.C.I. suit les directives de l'U.R.S.S. : stricte application des accords de Yalta : l'Indochine fait partie de la zone occidentale. Il n'est question ni de révolution sociale ni d'indépendance.

Les militants nationalistes ou révolutionnaires (trotskystes surtout) sont systématiquement assassinés par le P.C.I. qui soutient le fantoche pro-français Bao-Dal. « Comme symbole de notre désir de rester dans le cadre de l'union française... »

Logique avec lui-même, Ho-Chi Min permet aux troupes françaises de pénétrer librement à l'intérieur du pays. Il appelle la population à pavoiser à l'arrivée des nouveaux occupants. Les Français renforcent ainsi leurs positions jusqu'au jour où soudain ils bombardent Haiphong (24-7-46).

Le P.C. Français se range alors à côté de l'impérialisme français.

Septembre 45 : le gouvernement français, auquel participent les communistes, demande un crédit militaire de 100 milliards pour renforcer le corps expéditionnaire.

Les communistes votent pour !

Janvier 46 : nouveaux crédits militaires approuvés par les communistes (20-12-46).

Les 182 députés communistes approuvent à l'unanimité l'envoi d'un message de félicitation au général Leclerc pour son action en Indochine.

Lors des débats de l'Assemblée (14-18 mars 1947), les députés de droite applaudissent debout les députés communistes pour leur soutien à l'agression française.

Passé peu glorieux du P.C. et du P.C.I. dont ce dernier forme le noyau directeur de la RDVN, cette même RDVN état « ouvriers » (!?) en appelle par trois fois, dans ses quatre points aux accords de Genève. C'est-à-dire qu'elle tombe dans le jeu réformiste, diplomatique et parlementaire, digne de son passé et de ses conceptions politiques, en particulier le frontisme comme stratégie.

Nous allons voir maintenant que le FNL est la parfaite réplique de ce schéma et pour cela il faut donc voir plus loin, dans le programme du FNL, et plus particulièrement dans les fameux cinq points de son comité central.

— Le premier point accuse l'impérialisme yankee d'avoir saboté les accords de Genève. Or, ceci est déjà l'embryon d'une analyse fautive, puisque l'on sous-entend qu'ils auraient pu ne pas être sabotés, c'est-à-dire qu'un accord entre nations puisse être stable.

— Le deuxième point déclare que le but est de constituer un Etat indépendant démocratique, pacifique et neutre. Cette position a été suffisamment critiquée par les anarchistes.

— Quant aux points premier, troisième, quatrième et cinquième, ils se réfèrent sans cesse à la notion de « peuple » et non de « classe », ce qui laisse penser que ce n'est pas la bourgeoisie mondiale qui a fait et défait les accords de Genève, mais le seul impérialisme américain : que les Vietnamiens forment un tout, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de classe dominante au Vietnam, ni de couche aspirant à l'être.

D'ailleurs, pour être mieux convaincu, il suffit de lire la déclaration de N'Guyen Hua Tho du F.N.L. à l'« Humanité » le 23-8-66 :

« ... Notre objectif est d'instaurer au Sud-Vietnam un gouvernement d'union nationale et démocratique, réunissant les représentants de toutes les couches sociales, de toutes les confessions, des partis politiques et de notabilités patriotiques... » (le PCF ne va même pas jusque-là dans la voie de la collaboration de classes !).

Plus récemment, au dernier congrès du FNL :

— Le FNL veut créer un pays indépendant démocratique, pacifique, neutre et prospère, s'acheminer vers la réunification de la patrie (...) qui s'effectuera graduellement par des moyens pacifiques, sur le principe des négociations entre les deux zones.

— Il faudra réaliser une réduction de la rente foncière là où les conditions ne sont pas réunies pour la réforme agraire.

— L'Etat encouragera la bourgeoisie industrielle et commerçante à contribuer au développement de l'industrie, de la petite industrie et de l'artisanat.

— Le front s'engage à respecter les droits de propriété légitime sur les terres de l'église, de la pagode et du peuple caodaïste.

Dans ces conditions, soutenir le FNL et la RDV, c'est se montrer d'accord avec un certain nombre de conceptions de l'action révolutionnaire et de l'organisation.

En particulier, le « frontisme » prétend qu'il est « nécessaire de s'unir avec des couches ou des partis bourgeois progressistes, toujours dans le but de réaliser un pas vers la société sans classes. Ici, l'on s'unit avec la petite bourgeoisie afin de chasser l'impérialisme américain. C'est-à-dire qu'on privilégie un ennemi (« ennemi numéro 1 ») et, bien vite, on ne voit plus dans la petite bourgeoisie autochtone un autre ennemi, qui s'empare de la lutte à ses propres fins : accéder au pouvoir. C'est aliéner une lutte révolutionnaire à celle d'une bourgeoisie montante et subordonner les intérêts de celle-ci à celle-là. Cela revient à soutenir le programme gaulliste pendant la résistance, le programme du Front Populaire en 1936, l'unité nationale et républicaine des collaborationnistes de la CNT en Espagne (battre Franco d'abord, faire la Révolution ensuite ! cf. critique de Berneri dans « Guerre de classes en Espagne »).

Au Vietnam du Nord, c'est cette politique qui a amené le PCF à soutenir comme nous l'avons vu l'impérialisme français, Ho Chi Min à soutenir Bao Dai contre les révolutionnaires vietnamiens. La même politique des Vietna-

miens qui se battent en leur restaurant un régime stalinien dont la petite bourgeoisie occupera les postes de cadres.

On voit ainsi comment le marxisme et le léninisme, pour qui la Révolution se fait par étapes découlant logiquement les unes des autres, est la stratégie des compromis érigés en programmes grâce à une vision idéaliste de l'histoire, à une sorte de messianisme.

Le « frontisme » découle aussi d'une certaine conception du rôle d'une organisation : celle qui prétend représenter autre chose qu'elle-même et, à elle seule, les « intérêts objectifs » d'une classe, ou d'un peuple. A partir de là, le « salut passe par l'organisation infallible », et tout doit être soumis à sa stratégie, jusqu'à la Révolution elle-même, qui en est pourtant, originellement, le but. L'organisation devient alors un but en soi et, porteuse de « la Révolution », elle ne craint pas de s'aliéner au combat de couches bourgeoises et de sacrifier des luttes émancipatrices pour mieux les contrôler. Elle est elle-même la Révolution avec sa raison d'Etat ! C'est le cas du parti bolchevik de Lénine et Trotsky contre Cronstadt et la Makhnovchtina. C'est l'Internationale communiste dirigée par Staline, à laquelle sont sacrifiées les révolutions chinoise et vietnamienne (cf. historique plus haut).

Le « frontisme », nous l'avons vu, est solidaire de la théorie de la révolution par palliers successifs (les palliers sont en fait la marche progressive de l'organisation vers le pouvoir). Ainsi, Che Guevara (voir sa récente déclaration) affirme avec raison que pour aider le Vietnam, il faut ouvrir de nouveaux fronts de lutte partout dans le monde. Mais il prétend que ces fronts doivent être avant tout « contre l'impérialisme yankee ». Mais l'impérialisme n'est que le stade, non pas suprême mais le plus avancé, d'un certain capitalisme plus développé que d'autres. Les capitalismes des pays « sous-développés » ne sont donc pas « impérialistes ». Au degré, la bourgeoisie montante des pays « en retard », celle-ci voulant développer les forces de production pour son propre compte. Le mot d'ordre de lutte contre l'impérialisme étranger a donc de fortes chances de trouver autant d'échos dans ces couches montantes que dans le prolétariat opprimé. D'où l'alliance « nécessaire ». Mais ce qui est grave, c'est que ce n'est pas le prolétariat (villes, campagnes) qui a besoin de cette alliance, mais bien la bourgeoisie qui, pour réaliser sa révolution nationale, son 1789, doit s'appuyer sur la violence des couches opprimées, dont le combat se trouve ainsi allié et donc battu d'avance (cf. Révolution française, guerre d'Algérie, et bientôt Vietnam).

Il serait absurde d'avoir une vision catastrophique du capitalisme qui, formé par ces contradictions, serait incapable de soutenir autre chose que la bourgeoisie atrophée et réactionnaire, et donc allant à sa perte, du régime de Diem. Quand les U.S.A. auront trouvé autre chose que les dépenses militaires du Vietnam pour maintenir le taux de profits de la grande industrie occidentale, ils pourront se permettre de mettre en place une « néo-bourgeoisie progressiste », dont le rôle sera de maintenir l'ordre et d'industrialiser.

En fait, sur le plan politique, c'est cette « néo-bourgeoisie » (petite bourgeoisie) qui est l'enjeu du conflit Est-Ouest au Vietnam. Elle serait sortie de toutes façons victorieuse du conflit, mais sous quelle couleur : Est ou Ouest ?

Elle est composée de commerçants, d'étudiants, de l'opposition bouddhiste, de cadres du FNL. Voyons comment ces mêmes couches petites bourgeoisies

se sont emparées du pouvoir au Vietnam du Nord (d'après « Pouvoir ouvrier ») : C'est une armée insurrectionnelle qui a brisé la domination du féodalisme agraire et de ses alliés, et c'est cette armée qui a constitué le creuset où a commencé à s'élaborer la nouvelle classe dominante. L'apparition et le développement de cette armée ont été à la fois l'expression des révoltes agraires et d'une mutation sociale des couches petites bourgeoises. Celles-ci, faute de pouvoir se développer comme classe bourgeoise, ont pris la direction de la guerre des paysans, se sont constituées en appareil politico-militaire et ont trouvé dans l'idéologie stalinienne le modèle de la restructuration de la société leur permettant de devenir la classe dominante qu'elles n'avaient pas pu être dans le cadre féodal-bourgeois.

La métamorphose bureaucratique des couches petites bourgeoises dans les pays sous-développés s'est déjà opérée suivant plusieurs variantes concrètes. En Chine et au Vietnam, les insurrections de la paysannerie contre le féodalisme se sont données comme appareil dirigeant le PC. Celui-ci a constitué le noyau autour duquel s'est organisé au cours des mêmes combats de « libération sociale et nationale » une nouvelle couche dirigeante. Celle-ci s'est développée en s'amalgamant des éléments d'extractions sociales très diverses : un nombre infime d'ouvriers contraints par la répression de quitter l'usine pour le maquis, des cadres paysans, des étudiants.

On voit donc que le combat doit avoir lieu en même temps contre l'impérialisme et contre la bourgeoisie montante qui ne sont que deux aspects d'une même oppression (pourquoi ne pas nous transformer exclusivement en organisme de lutte contre la répression sexuelle, contre le plan Fouchet ou pour la défense des pêcheurs à la ligne ?).

Même si, dans le cas où l'impérialisme est battu, le parti que se dit révolutionnaire s'empare du pouvoir, c'est l'appareil de ce parti qui se trouve jouer le rôle peu flatteur de la petite bourgeoisie montante (cf. Cuba), laquelle trouve toujours le moyen de se reconvertir pour s'immiscer dans le système (la NEP).

Imaginons maintenant que l'impérialisme américain soit battu et que le « droit inaliénable du peuple vietnamien » soit reconnu par les grandes puissances. L'indépendance nationale n'assurera pas la liberté économique du Vietnam par rapport aux grandes puissances capitalistes, mais impliquera l'entrée dans le marché capitaliste international. Loïn d'épuiser les rapports de classes, l'indépendance nationale procure de nouveaux débouchés à l'économie bourgeoise. L'utilisation des « armées de libération » a particulièrement affaibli le mouvement ouvrier international et au lieu d'accélérer les contradictions du système en faveur d'une libre initiative des masses, a favorisé l'établissement d'un capitalisme puissant. La création d'Etats nouveaux renforce l'assujettissement des travailleurs à de nouvelles formes de contraintes économiques et sociales.

En effet, une fois l'Etat indépendant, un parti centraliste se constitue et se développe sous la direction d'une intelligentsia indigène pour l'augmentation rapide de la force de travail. Pour consolider son pouvoir de classe, la bureaucratie utilise ses propres organes : armées et police, en vue du démantèlement des forces socialistes. La discipline nationale autour des « guides éprouvés » et du « chef suprême » se renforce par des moyens militaires et

judiciaires. Le programme d'industrialisation s'effectue grâce à des organismes néo-capitalistes, appropriés pour stimuler l'amour du travail et de la patrie. D'instrument de lutte contre l'étranger spoliateur, la morale nationaliste devient l'ultime moyen coercitif pour anéantir les paysans réticents au plan de nationalisation des terres, liquider les saboteurs et effectuer le dressage pédagogique des associés. La bureaucratie, sitôt la prise du pouvoir réalisée, démontre sa véritable nature « gestionnaire » : Guépéou, NEP, bague, camp de travail... (voir ICO).

La lutte doit donc se placer d'emblée sur le terrain de la prise directe des moyens de production par les producteurs et de leur autogestion authentique.

Le seul problème est celui-ci : Dans les pays du Tiers Monde, les travailleurs sont-ils capables de réallier par eux-mêmes l'accumulation primitive et de développer les forces productives en les orientant dans les secteurs qu'ils choisissent eux-mêmes ? Ou bien est-il nécessaire de confier cette tâche à une équipe de technocrates soutenus par le parti, ou à une bourgeoisie nationale ?

La seule voie révolutionnaire est la première, même si elle conduit à des échecs momentanés, qui n'en sont pas en réalité.

Les marxistes de toutes tendances choisiront l'autre voie, celle qui préfère la NEP au pouvoir des Soviets.

Pour discuter ce problème, on perd souvent de vue un point essentiel : c'est le socialisme qu'il s'agit de construire, c'est-à-dire que l'orientation de la production et de son développement sont à considérer en termes d'utilité immédiate. Or, les couches petites bourgeoises, elles, cherchent à s'insérer dans le marché capitalisme mondial. Leur but est d'accumuler de la richesse et non telle richesse actuellement utile. Seul le prolétariat agricole et industriel peut voir réellement où est son utilité propre. Toute autre couche développerait des secteurs qui donneraient du travail non socialement utile. Ainsi, en Algérie, la priorité donnée au vin, à l'artisanat folklorique et au pétrole, produits commercialisables, certes, mais non utiles pour les ouvriers et paysans algériens. De même en Espagne en 36, le refus par les républicains de transformer provisoirement des usines d'automobiles en usines d'armement directement utilisables contre Franco, ceux-là préférant vendre des autos et acheter (même à crédit) des armes à l'étranger !

Et maintenant, que faire ?

Prétendre que, puisque le FNL n'est pas révolutionnaire, ce qui se passe au Vietnam ne nous regarde pas serait une carence du même type que celle qui consiste à soutenir (verbalement, bien sûr !) le FNL à défaut de mieux. Ces deux « erreurs » viennent de ce qu'on a abandonné un point de vue de classe.

En effet, toutes les deux assimilent tous ceux qui combattent au Vietnam avec le FNL. Or, c'est précisément entrer dans le jeu de ces derniers, c'est-à-dire prétendre à la représentativité d'une organisation en dehors d'elle-même. Dans le même type d'erreur, on pouvait dire qu'il n'y avait plus d'anarchistes en Espagne à partir du moment où les Montseny, Oliver et autres sont entrés au gouvernement.

C'est cette conception de l'organisation qui fait commettre une grave erreur à certains trotskystes (IV^e Inter, JCR) : ne pouvant pas ne pas avoir une position sur le Vietnam, soutenir la lutte signifie pour eux soutenir une organisation, même si celle-ci a été (et est toujours probablement) ouvertement opposée à leurs conceptions (camp de concentration pour les trotskystes, au Vietnam du Nord, à l'initiative de l'oncle Ho). Ils refusent de comprendre objectivement le rôle du FNL par rapport aux classes. Ils ne posent le problème qu'en termes de « front contre l'impérialisme », d'« organisations » et de... « mieux que rien ».

Chez les anarchistes, d'un côté ceux qui critiquent le FNL estiment qu'il n'y a rien d'intéressant « là-bas », de l'autre ceux qui estiment qu'il y a « là-bas » un combat révolutionnaire se croient obligés de soutenir le FNL (soutien ou critique, bien sûr, mais soutien). Des deux côtés une même erreur issue de leur conception jacobine de l'organisation qui assimile ceux qui sont exploités et luttent contre l'oppression avec l'organisation qui prétend les représenter. D'un côté l'abstentionnisme, de l'autre l'activisme. L'idée que le problème est « d'abord » (ce « d'abord » qui ne change rien !) là-bas et qu'il s'agit de « soutenir » ou de ne pas « soutenir » (ce soutien qu'est-ce que c'est ?) une organisation, « représentative » ou non (représenter devant qui ? le tribunal de l'histoire, l'assemblée de l'ONU ?). Tout cela n'est à notre avis que le signe d'un glissement vers le parlementarisme.

Notre « point de vue » sur le Vietnam est le suivant :

Un affrontement entre deux impérialismes dont essaie de profiter une bourgeoisie montante, se superposant à une authentique révolution. Le FNL a toujours nié cette révolution, et présente le combat du Vietcong comme une guerre de libération nationale uniquement. Il ne l'a d'ailleurs pas seulement « nié » en paroles, mais aussi en actes, du moins au Vietnam du Nord : alors que les premières terres furent collectivisées par les paysans en armes, ces mesures socialistes furent remises en cause par le Parti (voir le livre de Lê Chau : « Vietnam socialiste : une économie de transition », dont le titre est parlant).

« ... L'appréciation matérialiste de la société établit l'opposition entre dirigeants et dirigés comme fondamentale, et rejette les illusions sentimentales du concept de « peuple » (...). Propager et défendre la revendication de l'autodétermination des peuples équivaut à accepter l'idée que les travailleurs peuvent exercer « souverainement » leurs droits sous le contrôle démocratique et bienveillant de l'Etat national moderne (ICO).

En rejetant donc le concept de peuple (qui est issu de l'idéologie bourgeoise) pour se servir de celui de classe, nous nous apercevons que le seul moyen efficace de soutenir les paysans et ouvriers (et non leurs « représentants ») vietnamiens est d'affaiblir, sur le plan mondial, la bourgeoisie, c'est-à-dire là où nous sommes, en France. La meilleure aide que nous puissions apporter à la révolution vietnamienne est de nous débarrasser nous aussi de nos capitalistes et de nos bureaucrates. Il nous reste donc à analyser les perspectives révolutionnaires en France, et y définir notre action.

Pour cela, l'analyse du Vietnam n'aura pas été inutile, car elle nous a amenés à définir quelques axes, et quelques problèmes :

— « Frontisme » : Le texte du groupe de Nanterre sur le militarisme pose le même problème : il s'agissait de savoir s'il est possible et surtout

souhaitable de faire un front contre la force de frappe en France par exemple avec une partie de la bourgeoisie, et sur quelles bases se ferait ce front. Pour nous, nous pensons que la destruction des usines des bases d'armements et de choses qui y ressemblent constitue précisément la base que ne peut pas accepter la bourgeoisie, mais ça se discute !

— « Mythe de l'organisation » : Après la récente scission dans la FA Française, que les « scissionnistes » accusaient à raison d'être tombée dans ce mythe, et après les remous qui l'ont suivie, il est inutile de souligner l'importance de ce problème et la nécessité pour nous de l'éclaircir.

— La « révolution par paliers » : Pour nous, cette conception ne peut être celle que d'une organisation jacobine visant le pouvoir absolu. Il serait intéressant d'étudier, mais nous n'avons pas pu bien éclaircir nos idées sur ce problème, comment cette théorie mécaniste est justifiée par celle du « progrès historique ».

Cette histoire n'est pas claire parce que souvent on confond un sens axiologique du « progrès » (progrès dans le sens de la liberté) et un sens seulement descriptif (l'histoire a un sens et elle « avance » dans ce sens, que se soit bien ou que ce soit triste). Par ailleurs, on pose aussi, souvent, des problèmes qui ne peuvent pas être résolus, comme celui de l'abondance ou non, ou plutôt qui ne seront résolus que par la révolution, ce qui obscurcirait les discussions. Nous voudrions signaler l'étude sur la paupérisation faite par les Cahiers de « Front Noir », qui a paru excellente à ceux de nous qui l'ont lue.

— Un autre problème à propos du « frontisme » que nous aimerions discuter est celui de tactique, stratégie et programme. Il peut paraître abstrait. Par exemple, dans le cas du Vietnam, on peut admettre une alliance « tactique » lorsque l'on se trouve face à un régiment de « marines », sous réserve de ne pas faire de compromis sur le « programme » socialiste et de garder une « stratégie » (par exemple, accepter ou refuser des négociations) autonome.

— Dans la même optique, on peut se demander quel peut être pour nous l'intérêt de participer aux comités VN :

1) Ils soutiennent inconditionnellement une organisation non révolutionnaire et une conception idéaliste de la révolution (FNL).

2) Ce qui est plus grave : ils masquent les vrais problèmes qui sont la lutte des classes en France et donnent à penser aux gens qu'ils peuvent « faire quelque chose pour le Vietnam », en dehors de l'action directe.

Que peut être cette dernière dans les conditions où nous sommes, c'est-à-dire face à la bourgeoisie française et à la pénétration américaine ? Elle ne peut consister qu'en une action contre les installations militaires et économiques américaines, ce qui d'ailleurs contribuerait à dénoncer les organisations réformistes et légalistes, dont le soutien ne saurait être que verbal. Nous devons donc dénoncer les comités VN et nous placer sur un autre terrain. Bien sûr, et dans la même optique, que nous pouvons discuter avec des gens dans la rue, on peut participer aux assemblées générales pour y donner nos points de vue, créer des discussions sur l'impérialisme, les luttes, etc., ce qui, si c'est bien fait et si « ça paie », devrait amener le comité à éclater. Nous devons donc toujours défendre la totalité de nos positions.

NANTERRE.

TÉMOIGNAGES D'ESPAGNE

Les prises de position d'aujourd'hui sur la guerre d'Espagne sont évidemment pour nous d'une grande importance, mais plus importantes encore sont les positions critiques prises à l'époque. Elles témoignent du courage, de l'honnêteté, du sens historique de quelques camarades qui, tout en se solidarissant avec les camarades espagnols, ont essayé d'avoir leur propre vision critique.

Nous remercions particulièrement le camarade Hem Day qui nous a communiqué la revue « L'Espagne nouvelle » de mai à juin 1937 (dirigée par A. Prudhommeaux), qui portait en sous-titre : « Les révolutions vivent de critiques et meurent de flatteries ». De cette collection, nous ne pouvons reproduire que les quelques passages qui nous semblent les plus caractéristiques. Ces témoignages directs d'Espagne se rapportent d'abord aux événements d'avant mai 1937, ensuite à la semaine sanglante de Barcelone, et enfin aux conséquences de cet événement crucial.

AVANT MAI 1937

« Ordre public » ou... ordre révolutionnaire

Ces deux attentats (1) posent également le problème de l'ordre public. Non pas l'ordre policier comme l'entrevoient certains secteurs politiques désireux de rétablir la suprématie de l'Etat et de l'autorité, mais au contraire, de ce facteur capital pour la défense d'une révolution : l'ordre révolutionnaire. Il ne s'agit point de réinstaller l'ordre à la manière des anciens régimes : il ne peut être question de l'ordre gouvernemental quel qu'il soit, de droite ou de gauche, qui prétendent imposer l'ordre en organisant la répression.

Ce n'est pas sans quelque appréhension que, dans ces conditions, on voit se former une vaste coalition de toutes les forces bourgeoises et staliniennes pour imposer le décret de dissolution des patrouilles de contrôles et gardes ouvrières des routes et frontières, ainsi que de toutes les milices subsistant en marge de l'armée régulière.

Il prévoyait bien ultérieurement la dissolution des gardes d'assaut et des gardes nationaux républicains, mais dans l'intention de remplacer le tout par un Corps de Sécurité de fonctionnaires, quel que soit le poste qu'ils occupaient, se voyaient interdire de participer à la vie politique et syndicale.

D'ailleurs, ces mesures purement bureaucratiques ne résolvent pas grand-chose et la cinquième colonne — nom donné, dans la presse espagnole, à cet ensemble d'organisations fascistes existant à l'arrière des fronts républicains — continue à sévir sans qu'il soit possible de les liquider totalement.

En avril déjà, les gardes d'assaut, dont le gouvernement fort se sert comme instrument politique, ont livré de véritables expéditions punitives contre certains sièges syndicaux et de maisons communes de villages du Levant. Les stalino-caballeristes (2) invoquent le prétexte de besoin d'armes pour le front,

(1) Roldán Cortada, ex-cénéliste, membre du P.S.U.C., et Antonio Martín, assassinés le 25 avril, puis, le 27, deux camarades de Puigcerda.

pour organiser, en vue de reprendre les armes détenues par les paysans ou entreposées au siège de leurs organisations, ces razzias despotiques. Ces dangers dans la reconstruction de l'ordre public, maint camarade de la CNT-FAI les avait soupesés et c'est pourquoi la publication du décret qui réorganisait les services d'ordre public de Catalogne, décret approuvé par le Conseil de la Généralité cependant, avait soulevé de longues et laborieuses discussions.

Tout en s'inclinant devant le compromis, le journal « Solidaridad Obrera », faisant allusion à l'expérience allemande, écrivait :

« Là-bas aussi, on créa un corps de sécurité étranger à tout parti politique et révolutionnaire, la Reichswehr. Et cet instrument répressif, né en pleine révolution, servit, entre les mains des social-démocrates, pour écraser les extrémistes, puis se transforma au bout de quelques années et fut utilisé par le nazisme criminel et assassin en un instrument formidable de répression contre le prolétariat, en y incluant les social-démocrates. »

Les choses allaient se dérouler de telle façon que ces appréhensions se réalisaient avec une réalité surprenante. A quelque temps de là s'organisaient des expéditions qui avaient pour but, soit d'occuper les points stratégiques qui entourent Barcelone ou certaines zones frontalières, soit d'annihiler les forces révolutionnaires qui se trouvaient dans ces points, en leur adjoignant des forces de sécurité.

... En effet, une révolution doit avoir la volonté et le devoir, si elle ne veut pas se nier elle-même, de créer des organismes régulateurs et de sauvegarde de ses conquêtes. Si elle ne le fait pas, elle ouvre la voie à la contre-révolution et, en cela, la responsabilité de ceux qui se sont donnés la mission de conduire le peuple vers son émancipation est grande. Il s'agit, pour nous, de ne pas être les instruments inconscients de la force répressive qui, demain, soumettra le prolétariat à une politique qui ne peut le conduire qu'à l'asservissement.

H. DAY.

Petits faits, grands effets

... Pour ce qui regarde le ravitaillement, il était à prévoir que plus la guerre durerait, plus le problème allait s'aggraver. Il fallait résoudre cependant les difficultés et seule la collectivisation de la distribution allait permettre de vaincre les besoins impérieux. Mais là encore, on allait se heurter au PSUC (3) qui prétendait abandonner au commerce libre le soin de porter remède à une situation délicate. Demander cela aux associations petites-bourgeoises, c'était marquer l'organisme syndical d'impuissance, quand ce n'est pas d'incapacité. Mais l'UGT prend une partie de ses adhérents dans les secteurs petits-bourgeois : elle ne peut pas mécontenter sa clientèle, fusse au prix du sacrifice de l'intérêt général. On est politicien avant tout, et dans les circonstances données, puisqu'on a en main le département du ravitaillement, on usera et abusera de la situation.

(2) Caballeriste : le gouvernement était dirigé par le socialiste Largo Caballero.

(3) P.S.U.C. : Partit Socialista Unificat de Catalunya, en fait le parti communiste catalan.

Parlant de ce problème, « Solidaridad Obrera » écrivait :

« Il est absolument inadmissible qu'en temps de guerre, la vie matérielle et physique de la population soit livrée aux intérêts particuliers d'un petit nombre qui vit du commerce, cela même au cas où parmi eux figureraient des employés organisés syndicalement. Ces gens-là pensent avant tout à gagner de l'argent. Ils fabriquent, achètent et vendent des produits utiles ou superflus sans égard au droit de chacun à la vie. »

En effet, peut-on accepter que 6 p. 100 d'une population règlent ce problème capital au détriment de 94 p. 100 ? Laisser faire c'est permettre le sabotage de la révolution et de la guerre. A la socialisation de la production doit s'ajouter la socialisation de la distribution. Voici un fait qui s'inscrit encore à l'actif d'un membre influent du gouvernement. Il s'agit d'Uribe, ministre de l'Agriculture, le communiste Uribe qui s'empresse au nom de la liberté du commerce d'anéantir le plan de la CNT préparé en vue de l'exportation des oranges qui serait contrôlée par cet organisme. A Algemesi, Uribe aurait dit publiquement que la République « n'avait autorisé personne à réquisitionner les produits de la terre ». Trahison envers la classe ouvrière, complicité en faveur des mercantis, une telle audace fait réfléchir.

H. D.

LA SEMAINE SANGLANTE (3-7 mai 1937)

La semaine sanglante de Barcelone

Dès le mercredi (4), à part quelques points de la ville, tout Barcelone était aux mains de la CNT-FAI et Montjuich lui-même prêt à canarder les centres de résistance. Mais des pressions s'exerçaient. Garcia Oliver, le mardi soir déjà, du poste de la Généralité, avait lancé un appel pour faire cesser le feu, invoquant les luttes de juillet 36, le danger fasciste, il demandait à tous de fraterniser, affirmant que tous ceux tombés jusqu'ici, anarchistes, socialistes, gardes d'assaut et autres, étaient des frères et que, morts, il les confondait tous dans un même baiser. Ce discours jeta un froid chez nombre de camarades, certains hésitèrent et quand vinrent, ensuite, les harangues de F. Montseny, ministre de la Santé publique, de M. Vasquez, secrétaire de la CNT, l'indécision fut grande.

Certains abandonnèrent la partie, d'autres continuèrent à résister. Mais l'élan et l'enthousiasme étaient brisés. La lutte, cependant, devait se poursuivre jusqu'au vendredi soir. Ce n'est que tard dans la nuit que les cinq mille gardes venant de Valence entrèrent dans Barcelone. Le général Pozas prenait en main l'organisation de la sécurité intérieure et la défense militaire de la Catalogne. Ainsi se terminait ce mouvement merveilleux de résistance aux forces montantes de la centralisation étatique et, par voie de conséquence, de la contre-révolution.

H. D.

Adieux à un camarade

... Hélas ! Berneri devait tomber sous d'autres coups, plus traîtreusement impitoyables que ceux de la mitraille fasciste. Comme Durruti (5), comme Domingo Ascaso, comme Barbieri, comme des centaines et des milliers d'autres

(4) Il s'agit du mercredi 5 mai 1937.

(5) Durruti, mort à Madrid d'une balle perdue (par qui ?), voir brochure N.R., « Espagne Rouge et Noire ». D. Ascaso mourut le 20 juillet à Barcelone.

camarades, il allait succomber dans les guet-apens de la tchéka stalinienne, après avoir traversé tous les dangers du front. Son assassinat, commis de sang-froid par les tueurs à gages d'un gouvernement soi-disant anti-fasciste, s'ajoute à une liste interminable de victimes. Et la Saint-Barthélémy des hérétiques n'est pas close en Catalogne ! On continue à égorger les meilleurs combattants de la cause populaire. L'extermination des héros du 19 juillet et du 4 mai continue au moment où nous écrivons ces lignes. Leur sang vient éclabousser les ministres et les dirigeants pourris qui ont préparé ce massacre par leurs abdications et leur stupidité vaniteuse et qui, même devant le fait accompli, même devant la contre-révolution en marche sur les cadavres des nôtres, n'ont pas trouvé une parole de révolte et de désaveu contre le gouvernement dont ils restent les membres, les otages, les sinistres pantins — quand un peu d'audace de leur part eût encore renversé complètement la situation compromise par leur faute !

A. P.

Discipline — mais non duperie !

Les journées que le prolétariat de Barcelone vient de vivre marqueront profondément dans son histoire. Maintenant tout est fini. Ce qui restait des barricades s'est écroulé du fait que les passants se fraient un chemin pour vaquer à leurs occupations quotidiennes : l'heure est venue de faire le point.

Il s'agit de s'entendre. Il serait vain de commencer à s'engueuler et de crier à la trahison des hautes sphères dirigeantes. Là n'est pas le problème, et même si trahison il y eut, tous et chacun en sont responsables. Au lieu d'excuser les uns ou les autres, on se doit de constater que durant les quatre jours de combat qui mirent aux prises ce qu'on est sensé appeler ici les secteurs anti-fascistes, du côté révolutionnaire on manqua totalement d'esprit de liaison et de cohésion. On attendait d'en haut des « ordres » ou des « consignes ». Ils ne vinrent pas. Le « haut », d'ailleurs, n'est pas fait pour donner des « ordres », mais pour mettre en exécution les décisions prises par la base. La base a-t-elle manifesté ce qu'elle voulait ? Sans doute, dans la rue, aux barricades, certains des nôtres étaient descendus, manifestant par là leur ferme volonté de réagir par l'action directe contre les velléités du fascisme renaissant.

Mais là n'est pas tout le problème. L'action, pour être efficace, a besoin d'être coordonnée. Il faut dès la première heure la rendre tangible et lui assigner des objectifs précis. Sinon, on verse dans le confusionisme catastrophique. Or, donc, durant cette émeute les dévouements ne se comptèrent pas, courage et abnégation rivalisaient chez les uns et les autres. Était-ce suffisant pour mener à bien la lutte engagée ? Non. Puisque les comités nationaux ou régionaux ne représentaient et ne pouvaient représenter le prolétariat soulevé, il fallait, en premier lieu, constituer un comité révolutionnaire. Les tâches essentielles de celui-ci auraient été de donner à la révolte un sens et un objectif, sans quoi les combats s'avéraient n'être que des escarmouches sans lendemain. C'est à ce résultat qu'on a abouti. On peut maintenant déplorer que tant de jeunes vies aient été sacrifiées par trop bénévolement.

... Avant de tourner ces pages du grand livre de la révolution espagnole, il est nécessaire de s'expliquer. On peut être discipliné et dans les conjonctures

présentes, face à une situation politico-économique critique, face à un fascisme, cette discipline s'impose plus que jamais afin de ne pas permettre aux éléments factieux de profiter d'une désunion des secteurs anti-fascistes. Mais discipline n'implique point duperie, et c'est ici qu'il y a lieu de s'exprimer.

H. D.

Le désarmement des ouvriers se poursuit

Les pistolets ordinaires et les armes de chasse tomberont sous le coup des mêmes règlements, à dater du 22 mai, pour toutes les personnes non pourvues d'une licence régulière délivrée par le gouvernement central. Du 13 au 22 mai, des permis provisoires pourront être délivrés par les autorités politiques et syndicales. D'autre part, « Les Noticias » de Barcelone, en date du 16 mai, indiquent que les groupes d'ouvriers et de paysans armés de la région de Mora-de-Ebro, Tortosa, Gandesa, etc., ont été écrasés par les renforts de police venus de Valence et de Castellon. A Tarragone, à Reus, force est restée à la Garde nationale républicaine (ex-garde civile), aux carabiniers, aux forces d'aviation et du régiment de cavalerie de Reus. A Montesquiou, à Ampurdan, à Puigcerda, au nord de Barcelone et aux environs de Vich on signale la permanence de foyers d'insoumission.

Au moment où nous mettons en page, le ministère Caballero, encore trop rouge pour eux, est renversé par le désaccord des communistes. Ceux-ci proclament que le gouvernement doit être exclusivement parlementaire à l'exclusion de toute représentation syndicale. L'UGT et la CNT seront donc écartées du ministère des « Versaillais de Valence », de même que la FAI et le POUM. Tant mieux : la situation est claire. Il y a maintenant « trois Espagnes ». Celle des factieux, celle du gouvernement qui prépare la médiation dans le sang du peuple ; et l'Espagne des travailleurs.

APRES MAI 1937

La fin des illusions

Aiguadé, le fasciste, et Prieto, le saboteur de la marine et de l'aviation populaires, sont au pouvoir. Le bloc anti-fasciste est mort. La bourgeoisie espagnole et internationale l'ont tué. Il n'y a plus en Espagne de guerre révolutionnaire. Il y a la guerre des gouvernementaux de Valence (France-Angleterre-Russie) contre la guerre des gouvernementaux de Burgos (Allemagne-Italie). Et il y a, surtout, la guerre faite par la bourgeoisie espagnole — quelle que soit son idéologie politique — au peuple travailleur de l'Espagne, sans distinction de syndicat ou d'idéologie. L'autre guerre n'est plus qu'un prétexte. L'heure de médiation s'approche ; les impérialistes se réconcilieront en se partageant les dépouilles. Les deux tronçons de l'armée et de la police espagnole se rejoindront.

Staline et l'Espagne

C'est une longue et atroce histoire que celle de l'« aide » stalinienne à l'Espagne. Elle commence avec la déclaration fameuse de Manouïlsky, secrétaire du Bureau des Pays Latins de la III^e Internationale : « La Révolution en Espagne est moins importante qu'une grève économique dans un pays avancé. » La raison de ce dédain ? Victor Basch l'a exprimée tout entière en disant :

« L'Espagne n'est pas socialiste, encore moins communiste. L'Espagne est anarchiste. » Qu'importe donc qu'une nation « arriérée », où le Komintern n'a même pas autant d'influence que la plus infime des fractions trotskystes, subisse la dictature de Primo de Rivera ou réalise son émancipation sociale. L'Espagne ne compte pas en politique européenne : elle n'est ni une allée ni une adversaire dans le jeu des rivalités impérialistes. D'où le mépris dont Manouïlsky écrase un peuple de vingt-cinq millions d'hommes.

... C'est le bolcheviste P. Nizan qui, le 4 juillet 1936, écrira dans la « Correspondance Internationale » de Moscou ces lignes sur le « péril espagnol », puisées, paraît-il, à bonne source :

« Il y a plus grave : si, comme on me l'a affirmé à Madrid, il y a accord entre certains dirigeants anarchistes et les groupes fascistes, on court le risque de voir les anarchistes déclencher un mouvement insurrectionnel prématuré qui entraînerait peut-être de larges masses de groupes ouvriers. »

Terrible, en effet ! Et P. Nizan ne se trompait pas en parlant de larges groupes ouvriers, car le 19 juillet, lorsque la CNT et la FAI descendent en armes dans la rue, c'est le prolétariat tout entier, rompant avec la discipline de ses partis politiques, qui suivra les anarchistes au combat et consommera la déroute du fascisme dans plus de la moitié de l'Espagne.

Du journal « Le Soir » (de Bruxelles), en date du 7 août 1936 :

« M. Juan Hernandez, député communiste et directeur de « Mundo Obrero », organe officiel du parti communiste, a réuni les membres de la presse étrangère présents à Madrid. Ce mouvement n'a rien de social, a-t-il déclaré, c'est une révolution démocratique-bourgeoise. Quant aux anarchistes, il ne faut pas y attacher d'importance. Au lendemain du triomphe, ils seront mis à la raison. »

A tort ou à raison, nos camarades espagnols n'attachèrent aucune importance à ces rodomontades. En Catalogne, des mois passèrent avant que les staliniens fussent en mesure de créer sous leur contrôle une première colonne de l'UGT, la colonne Dimitroff. Leurs déclamations semblaient donc uniquement destinées à l'usage extérieur... C'est à la date du 6 août 1936 que M. Peyrat, chargé d'affaires de la France, reçut du gouvernement soviétique la note suivante :

« Le gouvernement de l'U.R.S.S. est partisan du principe de non-intervention dans les affaires d'Espagne et est prêt à prendre part à l'accord proposé. Le gouvernement de l'U.R.S.S. désirerait en même temps que, d'une part, le Portugal adhère également à cet accord en plus des Etats mentionnés par la communication française et que, d'autre part, cesse immédiatement tout concours prêté par certains Etats aux rebelles contre le gouvernement légal espagnol. »

Explications entre camarades

1) Il est inexact que la participation de membres de la CNT et de la FAI aux gouvernements de Catalogne et d'Espagne ait été décidée par une consultation préalable des organisations. Celles-ci s'étaient prononcées simplement pour l'organisation de conseils locaux, de conseils régionaux et d'un Conseil national de Défense, à constituer exclusivement sur des bases syndicales, et non pas politiques ou gouvernementales. Cette résolution a été tournée, une première fois, lors de la reconstitution du Conseil du Gouvernement de la Génè-

ralité de Catalogne, sous le prétexte que ce Conseil n'était plus un organe gouvernemental. Et, à cette fin, on simula le remplacement du « Conseil du Gouvernement de la Généralité » par un organisme nouveau prenant le nom de « Conseil de la Généralité » — afin de l'assimiler aux conseils de défense préconisés par la CNT-FAI. L'organisation continua, d'ailleurs, la propagande pour la création à Madrid d'un Comité national de Défense (qui aurait mis au rancart le gouvernement Caballero), l'on présenta la solution catalane comme un acheminement vers cette création et un moyen de procurer à la Catalogne les armes et les crédits indispensables à la guerre.

2) Sentant le pouvoir et la force lui échapper, la bourgeoisie républicaine en faillite se tira d'affaire en offrant des sièges de **ministres** aux organisations CNT-FAI (6). Mais, une fois de plus, cette solution fut présentée à la base comme mesure provisoire, constituant un acheminement vers le pouvoir non gouvernemental des masses travailleuses organisées. Afin de ne pas engendrer de luttes intestines, et pour ne pas nuire au prestige de l'organisation et de ses représentants, les anarcho-syndicalistes passèrent outre, remettant à plus tard l'auto-critique nécessaire.

3) D'abdication en abdication, les ministres « anarchistes » ont autorisé le désarmement des syndicats et des patrouilles de contrôle, gardiens suprêmes des conquêtes de juillet 36. Ils ont autorisé la répression contre les « incontrôlables », c'est-à-dire contre la base ouvrière des organisations syndicales et spécifiques qui se refusait à cette capitulation. Et l'on a vu, en mai 1937, cette situation tragique d'un gouvernement catalan où était représentée la CNT, et dont la police donnait l'assaut aux édifices confédéraux à **Barcelone** — mitraillant, entre autres, le Comité régional CNT-FAI.

On a entendu les menaces d'un secrétaire national, Vasquez, menaçant de sanctions les confédérés qui ne déposeraient pas aussitôt les armes. On a entendu les palinodies du « chef anarchiste » Garcia Oliver, s'adressant au peuple de Barcelone non pas par l'instrument de la radio CNT-FAI, mais du poste même de la Généralité, quartier général du putsch réactionnaire déclenché contre le peuple par les politiciens du PSUC et de l'Estat Català. On a vu également un ministre « anarchiste », **Frédérica Montseny**, avoir pour gardes du corps (ou pour geôliers ?) **six gardes d'assaut en armes** lors de ses visites ultérieures à ce même Comité régional.

Ce divorce total entre la masse anarcho-syndicaliste espagnole et ses soi-disant représentants officiels au gouvernement a mis fin à l'expérience de collaboration. Le moment est venu où le bilan de cette expérience peut être fait au grand jour, sans nuire en rien à l'expérience elle-même qui est terminée. Le prestige du mouvement n'a plus rien à faire avec le prestige personnel des ministres qui doivent rentrer dans le rang. La critique révolutionnaire est en droit de formuler son verdict. En ces matières, nous sommes en complet accord avec le dernier plénum régional CNT-FAI-FIJJ qui s'est prononcé à l'unanimité contre toute collaboration ultérieure, tant directe qu'indirecte, à l'œuvre gouvernementale de la bourgeoisie espagnole et catalane, soi-disant anti-fasciste (7).

L'ESPAGNE NOUVELLE.

(6) Voir N.R., n° 37 et 38, articles de Peirats.

(7) En 1936, la C.N.T. collabora au gouvernement Negrín, avec Segundo Blanco, ministre de l'Éducation et de la Santé, comme l'avait été **Fédérica Montseny** de novembre 1936 à novembre 1937.

DE L'ANARCHISME AU FRANQUISME (du circonstantialisme à l'étatisme)

A mon avis, l'article de Hem Day ne concerne pas seulement la période 1936-1939. Je le dis à titre personnel, car c'est une responsabilité lourde que d'aboutir aux conclusions que vous allez lire.

La CNT participa trois fois au gouvernement central de Madrid. La première, avec quatre ministres : Federica Montseny à la Santé et l'Education, Juan Peiró à l'Industrie, García Oliver à la Justice, Juan López au Commerce, du 4 novembre 1936 au 16 mai 1937. La deuxième avec Segundo Blanco à la Santé et l'Education d'avril 1938 au 7 mars 1939. Ces deux interventions eurent lieu dans les gouvernements Largo Caballero et Negrín. La troisième (et dernière) eut lieu dans le Conseil national de Défense avec Eduardo Vall au Travail et González Marín aux Communications du 7 mars à fin mars 1939.

Il faut remarquer que cette prise de position politique ne datait pas de 1936. Sans entrer dans les détails, par exemple les accords entre la CNT et les républicains contre la monarchie (1), il y avait le manifeste des Trente au début de la République qui avait été liquidé par la réunification de la CNT en mai 1936 à Saragosse, et le parti syndicaliste de Pestaña, élu député de Cadix en février 1936.

Durant la guerre, les rapports parti syndicaliste-CNT et FAI furent plus ou moins bons suivant les régions : en Catalogne, le parti syndicaliste était exclu du Front populaire (sauf erreur de ma part) mais en Aragon, il fut admis (2). En décembre 1936, Pestaña reprochait à la CNT d'appliquer son programme à lui sans en être reconnaissant (3). En septembre 1937, les contacts étaient meilleurs et il était question de réintégrer Pestaña dans la CNT (4). La mort de Pestaña en décembre 1937 mit fin (ou presque) au parti syndicaliste. Parmi les commentaires de la presse confédérale d'alors (pas tous élogieux), on pouvait lire : « Avec la légalisation de la FAI comme parti politique, le parti syndicaliste n'avait plus de raison d'être » (5).

En exil, les discussions sur l'entrée au gouvernement continuèrent. En 1941, un ancien trentiste, Ricardo Fornells (Pestaña également était ancien trentiste) publiait un manifeste. Il allait plus loin : selon lui, la place des cénétistes était en Espagne, dans les syndicats, tous unis, ouvriers et patrons, sans lutte de classes. Il était le premier cénétiste à faire publiquement l'apologie du franquisme.

Il semble que le déclenchement de la seconde guerre mondiale quelques mois après la fin de la guerre d'Espagne ait influencé quelques esprits faibles ou aventuristes, ainsi Diego Abad de Santillán écrivait-il en 1940, à propos

(1) IV Congreso mundial de la A.I.T., 16-20 de junio de 1931. Servicio de prensa en español, Barcelona, n° 1, p. 9.

(2) Benito Pabón (cité par Peirats : « La C.N.T. en la revolución española », tome I, p. 234).

(3) « Fragua social », Valence, 15-12-1936, p. 10.

(4) « Amigo del Pueblo », clandestin, 21-9-1937. Actas del Pleno nacional de regionales, 15-9-1937 (page 14), feuilles ronéotées.

(5) « Nosotros », Valence, 11-12-1937, p. 8.

de José Antonio Primo de Rivera, idéologue de la Phalange, fusillé sur ordre de García Oliver, « que le destin de l'Espagne aurait changé si un accord tacitement possible était intervenu entre nous, comme le souhaitait Primo de Rivera ! » (6).

Heureusement la mort d'un homme mit un frein à cette tendance : l'ex-ministre Juan Peiró, livré avec le président de la Généralité de Catalogne, Companys, à Franco par Pétain, refusa de collaborer aux syndicats phalangistes, malgré l'exemple de Fornells, malgré la charge importante qu'on lui assurait, malgré sa croyance en l'anarchisme à partir du gouvernement. (Il était lui aussi ancien trentiste.)

En 1945, après la scission de la CNT au congrès de Paris, mis à part les groupes anarchistes aux conceptions classiques qui ne nous intéressent pas en ce moment, on se trouvait en présence d'une CNT représentée au gouvernement républicain en exil par Horacio Prieto. Ce dernier était partisan d'un parti libertaire. Avec lui, il y avait Juan López et Santillán, anti-gouvernemental en 1940 et gouvernemental en 1945, ex-conseiller de la Généralité pendant la guerre. Quant à García Oliver, il avait fondé le POT, parti ouvrier des travailleurs ou quelque chose de voisin, parti qui disparut assez vite. Il faut signaler que Federica Montseny était redevenue anarchiste classique. Segundo Blanco n'était pas en scène (et il ne l'est toujours pas).

Il faut que je fasse une remarque importante : je suis contre le réformisme à priori, mais je suis partisan de tout étudier, même à reconnaître le bien-fondé de certaines remarques faites dans un optique réformiste. De plus, nous devons définir les limites d'un militantisme réformiste : pour moi, agir sous le couvert de la loi, d'une association d'apparence bourgeoise, **tout en conservant** des possibilités d'action anarchistes, sans **compromettre** l'avenir et à titre **transitoire**, cela n'est pas du réformisme ; par contre, par exemple, intervenir publiquement à la tribune et à la radio en tant qu'anarchiste et dénoncer l'impérialisme russe **uniquement**, cela c'est du réformisme. En effet, dans le dernier cas, on compromet l'avenir, on limite, on livre l'idéologie à servir le capitalisme occidental. (Je précise que le premier exemple concerne Francisco Ferrer, le deuxième la SAC, les anarcho-sindicalistes suédois). Ce critère de sélection entre nécessités d'apparences « réformistes » à court terme et abandon définitif de l'anarchisme n'est pas nouveau, mais il a été oublié au profit d'un activisme parfois stérile, alors que l'un n'exclut pas l'autre (voire le Parti libéral mexicain, NR 24).

Cela dit, l'action de certains camarades réformistes est une trahison véritable dont Fornells a montré le chemin et à laquelle Peiró a su résister.

Juan López, ancien trentiste, regrettait en août 1939, à propos des journées de mai 1937 à Barcelone, « l'absence d'une véritable discipline dans le mouvement libertaire qui, par son action irresponsable en Catalogne, facilita la manœuvre politique qui mit fin au gouvernement de Largo Caballero ». Il soulignait la perte d'influences et de possibilités qu'il souhaitait réaliser « depuis le gouvernement » (7). En 1964, le même Juan López affirmait à propos du gouvernement : « Je considère que c'est une responsabilité inqualifiable que de nous écarter de cette expérience, d'enfouir son souvenir et de proclamer que

(6) « Por qué perdimos la guerra », p. 21.

(7) « Cultura proletaria », New York, 26-8-1939, p. 2.

notre intervention dans le gouvernement fut entièrement négative et condamnable — point de vue d'un anarchisme qui en voulant être « classique » devient un anachronisme (...). Les faits de 1936 peuvent seulement nous servir, et nous servent, de référence et d'enseignement (...). Non seulement nous devons espérer que cette intervention se produise, mais le syndicalisme espagnol ne doit pas attendre qu'elle se produise fortuitement. Il doit en être le promoteur, celui qui provoque les événements et les dynamise » (8). L'hebdomadaire « Espoir » de la CNT nous donne les dernières nouvelles de Juan López : il est « haut fonctionnaire de la Direction des Coopératives de Valence, mais en résidence à Madrid. Noblesse oblige ! » (9).

Juan López a oublié une des phrases les plus intelligentes du mouvement libertaire espagnol, et pourtant elle est de lui ! « Nous étions dans la pratique de la politique et du gouvernement des novices, des apprentis, des nouveaux venus qui allaient se casser le nez contre une technique qui est la substance même des partis politiques qui ne sont pas l'interprétation d'un élan populaire, d'un élan de classe, qui ne sont pas les représentants de cette classe » (10).

Evidemment, un individu comme López n'est pas seul à Madrid : en avril 1966 on apprenait qu'un accord entre « la CNT » et la CNS (Confédération Nationale Syndicaliste) avait été signé en novembre 1965 par douze anarchistes. Parmi eux, il y a Lorenzo Iñigo, qui était avec López en mars 1939 au Comité National du Mouvement libertaire espagnol à Valence ; il y a Enrique Marco Nadal, en 1950 au comité national de la CNT collaborationniste, arrêté, condamné à mort, grâcié. On remarque en outre que Santillán appuie de toutes ses forces ces retours en Espagne, que Helmut Rüdiger (réformiste suédois, très lié aux réformistes espagnols, à mon avis) est mort à Madrid en juillet 1966 en pleine négociation pour regonfler l'ASO (Alliance syndicale ouvrière) qui avait été créée en grande partie par des fonds des syndicats anarchistes réformistes suédois à des réformistes espagnols. Si on ajoute à cette ambiance que Rüdiger était un grand anti-communiste, un ami de Pedro Herrera et Jacobo Prince, responsables du réformisme argentin et qui étaient en Espagne ; et qu'il était en rapport avec Mercier, agent probable de la CIA ; on en arrive à la conclusion, qui semble être celle aussi du « Combat Syndicaliste » (11), qu'il existe un front réformiste-CIA surtout puissant dans l'anarchisme espagnol. En tout cas, des émissaires circulent entre l'Espagne et l'Amérique Latine (12), « nous attendons d'autres « promotions ». Outre ce López, d'autres oiseaux, venant les uns du Mexique et les autres de France, ont mis le cap sur Madrid, et ils y sont déjà » (13).

Mon opinion est que ces retours en Espagne sont inutiles. La thèse que j'ai entendue pour expliquer ces attitudes est que l'anarchisme espagnol étant incapable, mort en exil, il faut prendre des postes dans le franquisme pour barrer la route aux communistes, très infiltrés et aidés par les accords économiques (14).

(8) « Comunidad Ibérica », Mexico, juillet-août 1964, n° 11, p. 38.

(9) 16-7-1967, p. 4.

(10) Juan López : « 6 meses en el ministerio de Comercio (conferencia 27-5-1937) », Valence, C.N.T., p. 11.

(11) 17 et 31-8-1967.

(12) « Ruta », Caracas, n° 58-59, août 1967, p. 7.

(13) « Espoir », Toulouse, 16-7-1967, p. 4.

(14) Voir « Noir et Rouge », n° 25, 28.

Au contraire, en faisant ainsi, on se place sur le même plan que les communistes et les exploités, on donne une garantie au régime qui traite ouvertement avec la Russie, car c'est la preuve de sa politique de paix par rapport à la population. L'action d'un réformiste non payé ou contrôlé par la CIA devrait être — en employant la même tactique contestable — de faire comme José Bergamín, rentrer, provoquer un conflit qui mette en évidence la similitude du régime espagnol avec son passé, dénoncer la fausse paix, le faux respect de l'U.R.S.S. qui n'est qu'un marchandage politique et économique, analogue aux bases américaines en Espagne qu'on fait oublier par un tapage sur Gibraltar.

Une dernière remarque avant de terminer : aucun réformisme ne justifie les trahisons abjectes, contraires aux intérêts des travailleurs, contraire au socialisme. Ainsi, alors que des anarchistes sont encore détenus, alors que ceux qui sont en liberté sont fichés, surveillés, les López et compagnie viennent apporter la caution de leur volontariat au régime. Alors que les curés, les phalangistes, les monarchistes de toutes teintes (voir Ridruejo, Gil Robles) manifestent, protestent, s'exilent, les réformistes de la CNT viennent défendre le franquisme contre, selon eux, le communisme. A dire vrai, ces réformistes ne sont que des pantins, tellement manœuvrés par le franquisme et d'autres forces moins visibles (CIA, FM... (?), qu'il me semble que leur niveau théorique est devenu nul.

Contacté par un cénétiste madrilène réformiste, un des leaders du réformisme espagnol actuel a répondu : « Je ne reviendrai en Espagne que lorsque les prisonniers politiques seront libérés. » Cela me prouve que le réformisme ne mène pas automatiquement au franquisme, et ni Gaston Leval ni Horacio M. Prieto n'iront (je pense) à Madrid. Qui manipule les fantoches anarchistes réformistes du franquisme ? Casado, Miravilles, Castro Delgado, Jesús Hernández, autant d'ex-figures magnifiques du PC espagnol sont morts ou vivent ou vont en Espagne, n'étaient-ils pas passés avant par les Etats-Unis ? Je pense que les uns comme les autres servent au CIA pour contrôler le franquisme et l'après franquisme.

Vu leur position pro-réformiste ou pro-nord-américaine, j'espère que les camarades espagnols ou autres qui se sentent touchés répondront à cet article, soit dans la revue, soit dans leurs organes habituels. Je m'efforcerais de répondre aux uns et aux autres.

Israël RENOF.

=====

SOLIDARITE. — Les cinq camarades emprisonnés à Madrid, dont nous avons parlé dans nos numéros précédents, ont été lourdement condamnés, le 11 juillet, par le tribunal d'« ordre public » franquiste. Luis EDO, neuf ans, trois mois et un jour de prison et 30.000 pesetas d'amende ; Antonio CANETE, trois ans et 25.000 pesetas ; Jesús RODRIGUEZ PINEY, trois ans et un mois, 1.000 pesetas, et enfin Alicia MUR SIN, trois ans et 35.000 pesetas. Aidons-les...

FOURNIER Clément. B.P. 105. - 75-AUBERVILLIERS. C.C.P. Paris 15.536.34.

=====

A PROPOS DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

« De l'audace, encore de l'audace, et toujours de l'audace » (Danton).

Camarades du groupe « Noir et Rouge ». Il y a longtemps que j'aurais souhaité vous écrire pour vous donner l'opinion d'un militant espagnol de ce qu'on appelle « la base ». Votre traduction de l'« Entretien avec Cipriano Mera » me pousse à me décider. Alors, je le fais aujourd'hui, avec l'espoir d'être utile à l'idéal anarchiste qui nous est commun.

Si ma mémoire ne m'est pas infidèle, notre camarade Francisco Ascaso écrivit un article dans « Solidaridad Obrera », peu après le mouvement révolutionnaire de décembre 1933, dans lequel il disait à peu près ceci : « Nous avons fait beaucoup de révolutionnaires, mais pas beaucoup d'anarchistes. » Trente et quatre ans plus tard, en 1967, le camarade Mera a raison de dire : « Parce que la CNT s'était consacrée à la tâche revendicative : c'était là le combat de tous ses hommes, et de tous les jours. Et aussi parce que tous les gouvernementaux, les uns après les autres, alliés aux oligarchies espagnoles, s'acharnaient à détruire et mettre hors-la-loi tout le mouvement anarcho-syndicaliste, dont les meilleurs militants étaient gardés en prison et au bagne. La CNT dut donc se développer clandestinement, et c'est cela qui empêchait tout travail constructif à long terme. » Cependant, je crois nécessaire de rappeler ce qui est dit par le camarade Daniel Guérin dans son livre « L'Anarchisme » (page 146) : « La Révolution espagnole était donc relativement mûre dans le cerveau des penseurs libertaires, comme l'était dans la conscience populaire. »

Il me semble que le problème posé par le camarade Mera dans le questionnaire publié dans « Noir et Rouge » dernier (page 32) sur la possibilité de faire la guerre de guerrillas, mérite toute notre attention, car à mon humble avis, c'était là une des bases de départ de la véritable révolution sociale, à partir desquelles le triomphe du peuple espagnol aurait été possible.

A mon avis, deux sont les causes principales de l'échec anarchiste en Espagne :

1) La collaboration dans le gouvernement républicain.

2) L'acceptation de la militarisation des milices, et le renoncement à la guerrilla, authentique armée révolutionnaire qui aurait donné aux anarchistes la totale confiance du peuple laborieux espagnol. Voyons pourquoi :

Déjà Voline dans « La Révolution inconnue » nous donne les raisons de la méfiance justifiée des anarchistes envers la collaboration politique. Et il est vraiment lamentable que les anarchistes espagnols aient si rapidement oublié les leçons de l'histoire révolutionnaire. Même les militants de la base avaient suffisamment de connaissances historiques pour ne pas oublier quel avait été le sort des anarchistes russes. Comment a-t-il pu se faire que nos camarades des comités, pour la première fois dans l'histoire, succombent devant un faux concept allianciste ?

Au cours du Congrès confédéral de Saragosse de mai 1936, un délégué du syndicat unique d'Hospitalet de Llobregat disait ceci : « Nous nous tenons entièrement aux principes anarchistes sur lesquels est fondée la vie de la Confédération. On parle d'alliances tout en oubliant qu'il ne peut pas y avoir d'entente entre la liberté et l'autorité. La liberté ne peut être comprise qu'en sens absolu. Si l'on veut établir entente avec une organisation qui est liée à un

parti politique — l'UGT étant une espèce de satellite du Parti socialiste —, nous corrompons nos principes de liberté. Prétendre que l'UGT se désatellise du Parti socialiste est prétendre quelque chose que, si elle nous était demandée à nous, nous refuserions carrément. Les ententes sont faillibles à la base. Une alliance implique collaboration dans la propagande et dans l'organisation. C'est-à-dire transigence réciproque, qui nous fait perdre l'un des principes fondamentaux de l'anarchisme : notre indépendance pour œuvrer comme nous l'estimerions nécessaire, en toutes circonstances. Si l'on affirme aujourd'hui ce que l'on niait hier, si cela se passe avec la complicité quasi générale, il faut nous demander quel point nous sommes disposés à atteindre dans la transigence. » Un peu plus loin, cette délégation disait encore : « Lorsque nous nous prononçons contre l'alliancisme qui fait confondre des principes totalement opposés : liberté et autorité, nous ne nous prononçons pas contre l'unité des travailleurs. Les anarchistes sont les seuls qui maintiennent le principe de l'alliancisme pur, basé sur la liberté, qui est large, et non sur l'autorité, qui restreint et tyrannise. L'alliance révolutionnaire avec des éléments autoritaires implique mesure et douceur dans la critique, pacte de non-agression, collaboration dans les activités de la propagande, hypothèque de notre personnalité idéologique, en un mot : confusionisme au milieu duquel resteront obscurcis, à force de sacrifiés, les points fondamentaux de notre irréductible opposition. »

La réalité des faits montra que ce délégué avait raison. D'autre part, et comme dit Voline : « Pour un homme averti il n'y a rien d'inattendu ni de surprenant dans le fait que le pouvoir socialiste (comme tous les pouvoirs de n'importe quel Etat, ajouterions-nous), persécute l'anarchisme et les anarchistes. Ce fait a été prévu par les anarchistes eux-mêmes (entre autres, déjà, par Bakounine) longtemps avant la révolution. » Les anarchistes espagnols, les connus comme les moins connus, avaient étudié largement les idées bakouninistes, et ils étaient fixés de longue date sur ce que le pouvoir politique représente. Comment ont-ils pu, en pleine période révolutionnaire, arriver à une collaboration politique avec ceux-là mêmes qui avaient profité de leur passage au gouvernement, les socialistes, pour élaborer toute une série de lois exclusivement destinées à détruire le mouvement anarcho-syndicaliste espagnol ? Exemple : loi d'associations du 8 avril 1931, loi de Vagos y Maleantes, loi de l'ordre public, etc., etc.

Mais il y a encore plus : Dans un article de notre camarade Camilo Berneri, en date du 16 décembre 1936, il mettait déjà en garde nos camarades des comités de la CNT et de la FAI. Et ce camarade donnait la traduction d'un article paru dans « Le Populaire », organe de la SFIO, qui disait ceci : « Une fois écrasé le fascisme, il est possible que les anarcho-syndicalistes de la CNT et de la FAI continuent à lutter pour la réalisation de leur programme social. Mais, dans ce cas-là, le bloc social-communiste s'opposera. »

C'est bien ce qui s'est produit, et malgré quelques rares exceptions, les socialistes agissent d'accord avec ces consignes publiées dans « Le Populaire ». Une fois de plus, l'Etat soi-disant républicain et socialiste s'opposait à la poussée révolutionnaire du peuple en armes. Ce qui confirme la règle.

Où, camarades anarchistes du monde, comme dit le camarade Mera : « Nous ne devons pas fuir la nécessité d'étudier le passé. Au peuple on doit dire la vérité. » Il ne peut pas, évidemment, être question de déterminer les responsabilités de personne. La responsabilité, à son point de départ, dans ce que dénonçait déjà Francisco Ascaso, tout de suite après le mouvement

révolutionnaire de décembre de 1933. On avait « fait » beaucoup de révolutionnaires, mais on n'avait pas « fait » d'anarchistes. Et ces révolutionnaires se trouvaient aussi assez nombreux à la tête de la CNT et de la FAI, ce qui permit de prendre la décision de collaborer dans le gouvernement de Largo Caballero, auteur de la loi d'associations du 8 avril 1931, destinés à faire disparaître la CNT ou à la soumettre.

Sur l'aspect de cette collaboration politique, je voudrais rappeler ce que Voline dit dans son livre à ce propos. Voyons : « Lors de notre discussion, elle m'affirma que les socialistes-révolutionnaires de gauche se représentaient le pouvoir sous une forme très restreinte : un pouvoir réduit au minimum, donc très faible, très humain et surtout très provisoire, juste le strict nécessaire permettant le plus rapidement possible de l'affaiblir, de l'effriter et de le laisser s'évanouir. » « Ne vous trompez pas, lui dis-je : le pouvoir n'est jamais une « boule de sable » qui, à force d'être roulée, se désagrège ; c'est toujours une « boule de neige », qui, roulée, ne fait qu'augmenter de volume. Une fois au pouvoir, vous ferez comme les autres. » Et les anarchistes aussi, aurais-je pu ajouter » (La Révolution inconnue, page 203).

Nous avons vu ce que la collaboration anarchiste au gouvernement donna comme résultats. Je pense qu'il n'y a aucune raison de croire que la situation où se trouvait l'Espagne entre le 18 juillet et les mois suivants justifiait cette collaboration, et je suis absolument convaincu que, si les comités « supérieurs » avaient consulté les militants de manière fédérative, et tel qu'ils l'avaient fait en d'autres occasions, la militance n'aurait jamais accepté cette fausse position. En tout cas, il est nécessaire que cette période à mon avis néfaste pour l'anarchisme espagnol, et aussi pour le mouvement international, soit étudiée à fond pour éviter de possibles répétitions qui, sans aucun doute, seraient fatales pour nous idées.

Que dire au sujet de la militarisation des milices et du renoncement à la seule guerre que les anarchistes auraient dû admettre : celle de guérillas ? Je crois que la chose est simple.

Le 18 juillet, je me trouvais à Aranda de Duero (Burgos). Là, nous avions un certain nombre de camarades qui auraient pu créer un noyau très important, capable de donner du fil à rétorde aux troupes fascistes. Je ne parlerai pas d'autres régions espagnoles. Cependant, il convient de signaler que, lorsque j'ai atteint les lignes républicaines, à Buitrago (Somosierra), j'eus l'occasion de constater que le front se bornait à ces quelques mètres qui formaient la route de Madrid à la frontière française.

Entre Toledo, Avila, Segovia, Soria, Guadalajara, Cuenca et Teruel, il y avait des centaines de kilomètres où il ne se trouvait pas un seul soldat fasciste. A l'intérieur de ce qu'on dénomma la zone franquiste, des centaines de travailleurs, d'espagnols libéraux, vagabondaient à travers champs, en l'attente des milices révolutionnaires. Il était de même en Andalousie, en Estremadoure, en Aragon, etc., etc. Si les camarades de la Fédération régionale du Centre, aussi bien que ceux des autres régionales de la CNT, avaient su comprendre quel était leur véritable devoir révolutionnaire, la guerre de guérillas aurait été la meilleure arme pour forger la victoire totale et rapide du peuple sur l'armée fasciste désarçonnée. Car, contrairement à certains avis, l'armée avait été désarçonnée par la combativité de nos camarades à Madrid, à Barcelone, à Valence, dans le Nord, aux Asturies, à Bilbao, à San Sébastien, en certaines régions d'Andalousie et de l'Estremadoure.

Il ne s'agit pas aujourd'hui de nous dire : « Si on avait fait ceci, ou si on avait fait cela », non, mais qu'on ne vienne pas nous dire qu'on ne pouvait pas envisager une telle guerre de guerrillas. Nous savons tous parfaitement que ce n'est pas une armée avec des vrais commandements qui a vaincu à Madrid, à Barcelone, à Valence, aux Asturies ou à Bilbao. C'est bien le peuple armé, contre la volonté des dirigeants républicano-socialistes, qui a gagné les plus importantes batailles. Nous savons également que c'est à partir de l'obéissance aux commandements militaires traditionnels que nos avances ont été stoppées, et ce qui est encore plus important, qu'elles ont commencé à se convertir en reculs.

Il y a évidemment là de quoi discuter pendant des mois et des années, mais une chose est claire à mon esprit. En premier lieu, les anarchistes espagnols, aussi bien que les autres, doivent arriver à la conclusion que, si jamais l'occasion se représente, ils ne doivent en aucun cas, et sous aucun prétexte, accepter la collaboration dans aucun gouvernement, même dit révolutionnaire, comme ils ne devront jamais se laisser militariser sous aucun commandement centralisé pour faire une guerre qui, comme le disait Camilo Berneri, « est dépouillée de toute foi nouvelle, de toute idée de transformation sociale, de toute grandeur révolutionnaire, de tout sens universel, qui n'est qu'une guerre vulgaire d'indépendance nationale, et qu'il est nécessaire de pousser de l'avant pour éviter l'extermination que se propose d'effectuer la ploutocratie mondiale. »

Il y a là matière d'étude pour les anarchistes. Il y a là des motifs de réflexion pour les révolutionnaires. Qu'ils s'apprêtent pour les prochains combats pour l'anarchie.

Finalement, je reviens au livre de Daniel Guérin (page 146), où il est dit : « La Révolution espagnole était donc relativement mûre dans le cerveau des penseurs libertaires, comme elle l'était dans la conscience populaire. Aussi ne faut-il pas s'étonner que la victoire électorale du Front populaire, en février 1936, ait pu être considérée par la droite espagnole comme le début d'une révolution. De fait, les masses ne tardèrent pas à faire éclater les cadres trop étroits du succès remporté aux urnes. Se moquant des règles du jeu parlementaire, elles n'attendirent même pas la formation d'un gouvernement pour libérer les prisonniers. Les fermiers cessèrent de payer leurs fermages. Les journaliers agricoles occupèrent et labourèrent les terres. Les villageois se débarrassèrent de leur conseil municipal et s'empressèrent de s'administrer eux-mêmes. Les cheminots se mirent en grève pour exiger la nationalisation des chemins de fer. Les maçons madrilènes revendiquèrent le contrôle ouvrier, première étape vers la socialisation. » Cela prouve, donc, la maturité politico-sociale des travailleurs espagnols, instruits par la constante et tenace propagande anarchiste. Cela prouve également qu'il est absolument faux que les anarchistes aient été obligés d'accepter des alliances ou des pactes avec les autres partis dits de gauche. Cela prouve aussi que la grande majorité du peuple espagnol a suivi, et aurait continué de suivre, les anarchistes jusqu'au bout. Cela prouve, enfin, que les anarchistes espagnols n'ont pas su, ou n'ont pas continué de savoir, que dans toute révolution il faut en premier lieu ce que déjà Danton disait : « De l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace. » Ce dont les communistes ont su tirer profit, pour imposer la contre-révolution, telle qu'ils l'avaient déjà faite en Russie. Que la leçon serve à quelque chose, dans un avenir qui peut-être est plus proche qu'on ne le pense.

M. OCANA.

PERSPECTIVES DU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

« Noir et Rouge » n'a jusqu'à présent pas pu aborder cette question fondamentale. La cause en été une insuffisance que nous sommes les premiers à déplorer. Aussi sommes-nous heureux de publier des extraits de la revue espagnole « Presencia » (Pasamar, 24, rue Sainte-Marthe, Paris-10^e). Bien que certaines affirmations concernent la réalité espagnole, nous pensons qu'elles sont valables pour réfléchir dans les autres pays.

(...) Le syndicalisme d'intégration

Bien que le capitalisme, dans sa phase initiale, ait vu dans le syndicalisme une force contraire à ses intérêts et une sérieuse menace pour ses aspirations d'hégémonie dans la société moderne, il n'en a pas été ainsi dans les dernières décades : en particulier après la seconde guerre mondiale qui marque, dans une certaine mesure, la naissance du néo-capitalisme.

Les deux grandes forces du monde moderne, qui apparurent un jour comme antinomiques et irréconciliables, ont « évolué » dans des directions convergentes ; aidées ou obligées, dans certains cas par « l'autorité » de l'Etat devenu l'arbitre suprême des « intérêts de la société ». Et encore qu'il faille attribuer une grande partie du chemin parcouru en ce sens au changement de mentalité et de tactique du néo-capitalisme, qui a compris la nécessité d'intégration de la classe des travailleurs à son processus de développement et d'expansion — par l'élévation progressive du niveau de vie de ceux-ci —, la plus grande partie de ce passage incombe au syndicalisme réformiste qui, en renonçant à la révolution, a donné les garanties suffisantes et a démontré qu'il est l'instrument indispensable qui rend possible cette intégration : sans sursauts et sans risques, vu les contradictions inévitables et permanentes du système, en rendant possible la démobilisation politique du prolétariat.

Ainsi, le syndicalisme réformiste — qui dans son argumentation théorique se présentait, malgré tout, comme un instrument d'émancipation graduel de la classe travailleuse — est devenu finalement un simple instrument d'intégration, stable et durable, de la classe exploitée rendu élément subalterne.

En effet, si l'élévation du niveau de vie des travailleurs peut, dans une certaine mesure et dans certains pays, nous porter à croire au mirage du dépassement de la lutte de classes, la réalité est, en fin de compte, très différente. Le néo-capitalisme a rendu possible, et il est prêt à l'accepter comme quelque chose d'obligé et de nécessaire, l'augmentation du bien-être matériel — seule forme, d'ailleurs, d'assurer son expansion continue et de garantir la stabilité de ses privilèges — de la classe travailleuse ; à condition qu'elle ne discute pas le droit de propriété ni ne lui dispute la direction politique de la société. De plus, dans certaines situations, le néo-capitalisme « moderne » se considère si avancé dans le chemin de l'intégration, qu'il en arrive à confier tranquillement la direction politique à des partis de tradition ouvrière (les partis socialistes de France, Belgique, Angleterre, Suède, etc.), « tout en sachant que ces partis laisseront à la porte du pouvoir tout ce qu'ils pourraient avoir de socialistes » (...).

« De cette manière, il s'est produit et il se produit le double phénomène de l'intégration de la classe travailleuse au système capitaliste : à travers

l'intégration de ses organisations représentatives (syndicats et partis) aux organismes de planification, à l'administration et au gouvernement ; et à travers le conformisme et l'acceptation que cette ligne réformiste infiltre dans l'esprit des masses exploitées qui, séduites par la jouissance d'un certain confort ou l'espoir de l'obtenir, renoncent à la lutte pour leur émancipation totale et se contentent de la simple conservation des améliorations obtenues et de l'acheminement légal de leurs revendications futures. »

« Cette acceptation ou conformité, qui affecte aujourd'hui les sociétés capitalistes et qui constitue un aspect important de la crise de la gauche dans le monde, n'est pas le produit spontané d'une société qui a éliminé tout conflit. Ce n'est pas le produit d'une société qui a atteint le bien-être pour tous ses membres et qui permet des formes de vie vraiment démocratiques ; c'est le résultat d'une série de mécanismes complexes à travers lesquels l'oligarchie dominante tente de garantir des bases fermes et stables pour le développement capitaliste, de façon à ce que la société soit une machine dont les engrenages fonctionnent régulièrement, c'est-à-dire qu'ils permettent la prévision des événements, sans surprises, ni frottements, ni ruptures. » (citation de Leslio Basso, du parti socialiste italien d'unité prolétaire, « Revue internationale du Socialisme » numéro 15, traduit de l'espagnol) (...).

Tout cela fait que le syndicalisme qui n'aspire pas, qui ne lutte pas, pour l'émancipation totale des travailleurs, pour la disparition du système d'exploitation capitaliste, de tout système d'exploitation, devient inévitablement — s'il n'a pas été formé volontairement — un syndicalisme d'intégration (...).

Le syndicalisme révolutionnaire (...)

En lignes générales, nous devons reconnaître que la stratégie appliquée par le néo-capitalisme et la concurrence disproportionnée que le syndicalisme d'intégration représente, pour les noyaux syndicalistes révolutionnaires faibles et peu nombreux, laissent à ces derniers des possibilités de développement réduites. Et, dans une certaine mesure, vu la mentalité qui règne dans les masses travailleuses, peu de raisons de justification ; surtout que le syndicalisme révolutionnaire implique une lutte frontale contre le système d'exploitation — dont l'Etat, avec tout son appareil répressif, est solidaire — ; d'où, pour le syndicalisme révolutionnaire, un effort supplémentaire, un risque permanent et un sacrifice. On ne peut d'autre part concevoir un syndicalisme révolutionnaire — sauf escroquerie démagogique — réduit à la simple activité bureaucratique, à la commode garantie de la légalité et au dialogue ou la négociation platonique avec ses ennemis (...).

Après avoir tiré les conclusions nécessaires et logiques de cette infériorité tactique, et de celles qui dérivent de l'expérience historique propre du syndicalisme révolutionnaire, il faut conclure honnêtement que, dans tous les pays où le néo-capitalisme et l'Etat ont réussi à imposer leur stratégie d'intégration (même sans avoir résolu leurs contradictions fondamentales, ni les inévitables conflits de classe en dérivant), tout au moins tant que les conditions objectives actuelles continueront (coexistence pacifique des deux blocs, expansion économique) et tant que la **combativité** des noyaux syndicalistes révolutionnaires n'augmentera pas, les perspectives de ces mêmes noyaux sont sérieusement compromises.

En effet, comme l'analyse historique du syndicalisme révolutionnaire le prouve, ses possibilités de développement et de succès ont dépendu et continueront à dépendre de la radicalisation et de la gravité des affrontements de classes. L'histoire humaine est, essentiellement, l'histoire de la lutte de classes. Dans sa phase initiale, le capitalisme s'imposa en vainqueur suprême et donna naissance, en tous lieux, au syndicalisme qui, devant une telle radicalisation d'exploitation, dut adopter nécessairement une attitude révolutionnaire. Le néo-capitalisme a su mitiger cette exploitation, sans perdre son caractère fondamentalement aliénateur, en arrivant à stabiliser une société où la lutte de classe a été en partie remplacée par la possibilité d'élévation sociale individuelle. Ainsi s'explique le développement et la stabilité du syndicalisme réformiste, qui a aussi renoncé à la lutte de classes et qui accepte et qui soutient la sous-division de la classe travailleuse en différentes catégories sociales, totalement non solidaires entre elles (...).

CONCLUSIONS...

La première conclusion est que, vu « l'originalité du cas espagnol » (continuité de la dictature, avec toutes ses conséquences néfastes pour la classe travailleuse) et vu le retard du néo-capitalisme espagnol dans son processus d'intégration — ce qui détermine encore une radicalisation permanente de la lutte de classes —, les perspectives d'affirmation pour le syndicalisme révolutionnaire sont réelles. A condition, évidemment, que les noyaux syndicalistes qui se disent révolutionnaires sachent comprendre leur rôle et se décident à l'assumer avec toutes ses conséquences. Et étant donné que, malgré la désorganisation actuelle, la classe travailleuse a démontré dans toutes ses luttes récentes une combativité et une solidarité de classe exemplaires. Ce qui démontre que, malgré la dépolitisation forcée, les conditions objectives dans lesquelles se produit encore son exploitation ont permis à cette classe de sauvegarder sa disposition au combat révolutionnaire.

La seconde conclusion est que l'oligarchie et le néo-capitalisme ont compris, en partie, la nécessité urgente d'accélérer l'évolution du processus d'intégration, ce pourquoi ils se préparent à donner certaines facilités au syndicalisme d'opposition, s'ils suivent, bien sûr, la ligne réformiste et d'intégration. En outre, ce syndicalisme pourra se consolider, malgré l'attitude récalcitrante des puristes du régime espagnol, si les noyaux syndicalistes révolutionnaires ne savent pas passer de la simple propagande écrite à l'orientation et à l'orientation directe des luttes ouvrières actuelles.

La troisième conclusion est que les organisations syndicales classiques, vu leur état actuel de décomposition interne et de bureaucratisation organique, ne sont pas des instruments adéquats à la reconstruction d'un syndicalisme révolutionnaire conscient et efficace.

La quatrième et dernière conclusion — si nous voulons résumer — est que si nous perdons cette occasion (qui se reproduira difficilement) par manque de vision, par impuissance ou pour ne pas courir les risques et les sacrifices qu'une attitude logique exigerait de nous, l'avenir du syndicalisme espagnol évoluera fatalement vers le côté réformiste et intégrationniste. Et dans ces conditions, les noyaux révolutionnaires devront se poser le problème de savoir s'il ne vaut pas la peine de continuer la lutte sur d'autres terrains et à d'autres niveaux.

En effet, si le syndicalisme se limite au rôle de simple négociateur dans le processus général d'intégration de la société néo-capitaliste moderne, l'action des groupes révolutionnaires deviendrait, même pour la classe travailleuse en personne, un motif de perturbation de la fonction devenue essentielle : l'élévation graduelle du niveau de vie des travailleurs ; but dans lequel coïncident, pour le moment, « l'égoïsme conservateur » des travailleurs et les propres intérêts du néo-capitalisme.

Dans ces conditions — en se limitant consciemment et exclusivement à la défense des intérêts matériels —, le syndicalisme intégrationniste jouera, malgré ses facettes négatives, un rôle positif : chaque fois plus nécessaire pour garantir l'intégration ; mais chaque fois moins attaquant quant à la garantie des intérêts matériels des travailleurs.

Les militants révolutionnaires — qu'ils participent ou non à ce syndicalisme en tant que travailleurs — auront une autre responsabilité plus importante : celle de mettre en évidence l'allévation fondamentale de la société capitaliste et celle de combattre ses conséquences néfastes.

En effet, l'allévation fondamentale signifie que les destins de la société continuent à être toujours aux mains d'une seule classe privilégiée (soit l'oligarchie économique dans le monde occidental ou l'oligarchie bureaucratique dans le monde communiste), et que le combat pour le pouvoir est ouvert de façon permanente, avec ses conséquences inévitables et catastrophiques : guerres, coups d'Etat et fascisme plus ou moins apparent.

Octave ALBEROLA.

A propos de Malinovski

« A Port Bou j'ai tout d'abord vu les anarchistes. Ils étaient habillés en bleu de travail « mono » et tous portaient au revers un nœud de rubans noir et rouge. Ils avaient une attitude insolente, assurée. Par la suite il m'est arrivé plus d'une fois de les rencontrer. La majorité d'entre eux étaient des éléments déclassés, bien que certains se distinguèrent par un véritable héroïsme. Mais alors, durant cette première prise de contact avec les anarchistes, ils me rappelèrent énormément nos makhnovistes ukrainiens de Goulai Polé. » (Pages 144, 145.)

(6 juin 1937, conversation avec le général Rojo.)

« — Qui selon vous combat le mieux ?

Je répondis affirmativement :

— Lister.

— Et qui selon vous combat le plus mal ?

— Les anarchistes. » (Page 170.)

(Le passage continue et Malinovski fait l'éloge de Lister en Aragon ; quelques pages plus loin, il reprend les calomnies habituelles contre les anarchistes : ne voulaient pas attaquer (173), désorganisaient le front sud (174, 175.)

Extraits de « Pod Znamenem Ispanckoi », Moscou, 1965, article « Gnevnie Vikhri Ispanii » (Les vents furieux d'Espagne).

NOTES DE LECTURE

● L'usine et l'homme, Georges Douart, Plon, 1967.

Ce livre n'a rien d'anarchiste et il est bien souvent superficiel. Il n'a pas non plus la prétention de fournir des explications ou des solutions. Il s'agit plutôt d'un constat.

Mais on y trouve une description du climat syndical de quelques entreprises à travers des citations, des discussions avec des militants permanents, « de base », politisés ou non, aussi bien CFDT, CGT ou FO et des « inorganisées ». Elles forment un ensemble assez réaliste de problèmes concrets toujours présents, souvent débattus, même si parfois ils sont mal exprimés : les horaires de travail et les améliorations apportées par la journée continue, la chaude solidarité, la fatigue du travail, du transport, l'apathie qui en résulte, le chronométrage, les cadences de travail et la rationalisation, l'esclavage de « l'opulente ouvrière » (voiture, télé, frigo, maison de fin de semaine, etc.), acquis grâce aux heures supplémentaires, au travail noir, au bricolage par économie, au crédit. Tout cela précise avec à-propos la condition du prolétaire moderne, remet en mémoire l'existence des groupes sociaux antagonistes, et devrait permettre d'éviter l'idéalisation de l'ouvrier ou de l'employé, d'être moins abstrait dans les jugements, dans les options.

On rencontre aussi quelques-uns de ces militants politisés, fonctionnaires du syndicalisme, communistes ou chrétiens, non conformistes ajistes, révolutionnaires que l'on trouve étiquetés comme « anarcho-trotskyistes » dont un certain Alexandre de FO (tant pis !).

Ainsi les bases politiques de l'auteur semblent bien confuses. Il cite en exemple les conseils ouvriers de Yougoslavie avec beaucoup trop d'enthousiasme. Sa solution se situe dans le cadre d'un certain socialisme et sa conclusion est en somme assez commerciale : voter à gauche et entrer dans les organisations syndicales. Nous ne sommes, bien sûr, pas d'accord, mais quelques citations extraites de ce livre en montreront sans doute l'intérêt.

« ... Des chronos et techniciens de l'Organisation Scientifique du Travail chassent systématiquement nos temps morts... Des centaines de fois, des gars m'ont dit : « Le travail moderne est moins pénible physiquement, mais il l'est plus nerveusement, d'une fatigue difficilement mesurable, qui s'installe, s'accumule et ne disparaît pas après deux bonnes nuits... Alors, par les cadences, les heures supplémentaires, les transports, le bruit, les travailleurs sont fatigués : des jeunes, pour surmonter leur lassitude, dévorent, boivent du café fort, et ont seulement envie de ne rien faire sinon regarder la télé. Des gars écroulés somnillent dans les bus, sur les sièges de coiffeur, s'endorment dès qu'ils ouvrent un livre, passent leur dimanche au lit, ne trouvent rien à se dire à l'atelier ou chez eux, n'ont aucune vie hors de l'usine... »

« Cette fatigue limite le temps libre, diminue la vitalité, l'esprit d'entreprise, l'intérêt pour les choses sérieuses... Si à Nantes nous faisons un bilan des vingt dernières années, on peut donc dire : « A l'actif : standing plus élevé — la voiture pour 30 p. 100 des ménages — un mois de vacances — les congés culturels — les voyages pour les jeunes. Les ouvriers ne sont donc pas malheureux, mais télé, frigo, maison se paient cher, car : Au passif : les services d'embauche

sont plus stricts qu'avant — les horaires ne sont pas réduits — les trajets non moins pénibles — le travail est plus fatigant nerveusement — les ouvriers sont plus surmenés, les dépressions redoublent — les accidents en usine ne diminuent pas — l'âge de la retraite n'est pas avancé — la discipline d'atelier a été renforcée — les brimades contre délégués et militants s'accroissent — les libertés syndicales régressent — les relations avec patrons et officiels se durcissent — les licenciés et chômeurs augmentent — la sécurité d'emploi disparaît — des entreprises regroupées ou décentralisées débauchent — des travailleurs sont déportés — les débouchés pour les fils d'ouvriers se raréfient — l'avenir économique du département est bien sombre — les enfants de travailleurs parmi les étudiants sont toujours au nombre de 5 p. 100 — le temps libre ne s'allonge pas — la vie culturelle ne s'est pas développée... Le cerveau engourdi, je suis en semaine un sous-développé physique et mental. Je vis dans une sorte de léthargie intellectuelle ; je pense en surface, observe peu, suis sans facilité de réparties, trouve mal mes sujets de conversation. Ce n'est que le dimanche soir, après deux jours de repos, que, l'esprit plus léger, mes idées tournent, que je redeviens un être qui réfléchit. Mais il me faut une semaine de congé pour être au maximum de mes facultés cérébrales, approfondir, analyser les problèmes, en faire la synthèse... Je suis ici au bain, plus malheureux que mes chevaux qui ont le ciel, le soleil et ne se crévent pas comme nous, esclaves ! Au début, sans espace, j'étouffais, je croyais que j'étais une bête exécutant un numéro de cirque, que jamais je ne supporterai cette mortelle usine. Les autres ne me comprennent pas ; je ne les comprends pas non plus. Se lever chaque jour face au même mur, s'enterrer dans le même cadre, au milieu des mêmes voisins ! Jamais je ne m'enfermerai dans leurs cages à lapins de dix étages. De quel prix paient-ils leur confort ?... Evidemment, il n'est pas question de présenter tous les travailleurs comme des petits saints écrasés par l'adversité, des héros prêts à mourir sur les barricades, des brimés assoiffés de culture ! Il y a de tout dans le monde ouvrier : des égoïstes des militants formidables méritant dix légions d'honneur, des évadistes roulant DS d'occasion, des sous-prolétaires écrasés, des résignés qui ne feraient rien pour en sortir, des racistes, des idéalistes... Comment considérer comme prolétaires les chronos déterminant les cadences affolantes, les contremaîtres les imposant, les cadres proches des patrons qui planifient la production, que s'échineront à réaliser les compagnons ?... l'incertitude du lendemain, le pointage, les quarts d'heure en bas, les cadences et travaux au boni, les interdictions de bavarder, de manger, de circuler. L'ingénieur endure-t-il tout cela ? De plus, l'écart des dépenses entre le manoeuvre et le cadre supérieur est en moyenne : de 1 à 3 pour la santé ; 1 à 6 pour l'hygiène ; 1 à 10 pour le logement ; 1 à 17 pour le transport ; 1 à 60 pour les vacances !... >

CLAUDE.

● Points de vue communistes sur l'autogestion espagnole

Comme un certain nombre de livres sont édités, il nous semble intéressant de les grouper et d'examiner les arguments présentés.

Il y a tout d'abord la position traditionnelle du parti communiste espagnol qui n'a pas varié depuis 1937, c'est-à-dire depuis la guerre. Ainsi lit-on dans

Historia del Partido Comunista español (1) : « Tout, selon eux (les anarchistes), devait être collectivisé : les usines, les ateliers, les maisons, les champs et les moyens de production. Cette collectivisation forcée était dirigée par des comités, dont faisaient partie certains dirigeants locaux anarchistes au côté d'éléments incontrôlés. Cette « politique » agraire de type anarchiste eut en Catalogne comme conséquence une baisse progressive de la production agricole et l'abandon des campagnes par une partie non négligeable des paysans » (p. 176-177). Pour l'industrie, « le parti dut lutter contre des critères et des activités négatifs (...). Mais ce système anarchiste de direction de l'industrie échoua entièrement » (p. 178).

Elle est reprise dernièrement dans plusieurs ouvrages. L'ancien ambassadeur russe à Londres, membre du Comité de Non-intervention, I. Maiski, y fait allusion dans un ensemble où apparaissent à la fois les « espoirs franquistes du POUM » (p. 121) et les anarchistes qui attaquèrent la « Telefónica » de Barcelone en mai 1937 (p. 123) ; on devine donc que ce livre (2) n'est pas sérieux. *Pod znamenem icipanskoj respoubliki* (3) qui contient des articles de Maiski, Malinovski, etc., confirme cette tendance de fidélité au passé. On atteint le comble avec le dernier livre de Lister (4). L'auteur explique comment il liquida les collectivités anarchistes en Aragon en août 1937 : « (Prieto) m'expliqua que le gouvernement avait décidé de dissoudre le Conseil d'Aragon, mais il craignait le refus et la résistance des anarchistes. Ces derniers ayant, outre les forces de police du Conseil, trois divisions, il avait proposé au Conseil des ministres, qui avait accepté, d'envoyer une force militaire capable d'assurer l'exécution de la décision gouvernementale. La force désignée était la 11^e Division, à cause de sa combativité, et mon énergie et ma fermeté d'esprit étaient la garantie de ce que les ordres du gouvernement seraient appliqués. Il me dit qu'il n'y aurait aucun ordre écrit de la mission que je recevais, ni, par la suite, d'ordres, de communiqués sur son exécution ; il s'agissait d'un secret entre le gouvernement et moi ; il me dit de liquider sans contemplations, ni formalités bureaucratiques ni légales, tout ce qui me semblerait nécessaire ; il me dit que j'avais derrière moi le gouvernement dans son entier » (p. 152). Quand la 11^e Division arriva en Aragon, le peuple travailleur vivait sous une tyrannie inhumaine » (p. 157).

Cet esprit conservateur de Lister est curieux, car un de ses ex-camarades l'a réfuté dans un livre (5) et que des citations en ont été faites (6). « Une telle mesure constitua une erreur très grave qui produisit une terrible désorganisation dans les campagnes. Les mécontents dans les collectivités (et l'auteur est resté anti-anarchiste) qui avaient des raisons de l'être si l'on tient compte des méthodes employées pour les constituer, se fondant sur la décision du gou-

(1) Paris, Editions sociales, 1960, 291 p.

(2) « Cuadernos españoles », Moscou, Editorial Progreso, s.d., 188 p. (en partie traduit du n° 3). Il est en effet admis et hors de contestation que ce sont les travailleurs du Central téléphonique, syndiqués C.N.T., qui ont résisté sur leur lieu de travail à une attaque de la garde civile et de miliciens communistes (voir Broué et Témime).

(3) Moscou, Nauka, 1965.

(4) « Nuestra guerra », Paris, 1966.

(5) Silva : « La revolución popular en el campo », P.C. d'España, 1935.

(6) Burnett Bolloten : « La revolución española », Mexico, 1962.

verneur, se lancèrent à l'assaut des collectivités, emportant et se répartissant les produits et l'outillage, sans respecter celles qui, comme celle de Candasmo, avaient été fondées sans violence ni coactions et qui avaient une vie prospère et étaient un modèle d'organisation (...). La reconnaissance du droit des collectivités, la décision de leur rendre ce qui leur avait été ravi injustement (...) remirent les choses en ordre (...). »

Enfin, une autre position apparaît : la documentation et la recherche historiques. Emnitz, dans « A propos du problème de la réforme de structure dans la révolution espagnole » (7), traite de la position de l'UGT et du parti socialiste (PSOE) sur la collectivisation. Evidemment, il n'y a pas un mot sur les anarchistes, mais il n'y a rien contre ! L.V. Ponamariova (8) ne s'occupe que de la Catalogne, mais elle étudie sérieusement la CNT, surtout les syndicats anarchistes à tendance réformiste (sindicatos de oposición), dont certains passeront au PSUC (le parti communiste catalan). Là aussi le communisme libertaire est escamoté. Comme l'auteur est documenté et qu'elle montre l'adhésion du syndicat de Sabadell au PC, il est intéressant d'ajouter que Fornells — réformiste puis phalangiste — était aussi de Sabadell. Il y a donc une certaine instabilité dans ce syndicat, et ceci sans faire de responsabilité collective (ni d'allusion à notre camarade Sabadell !).

Le livre qui représente le mieux ce nouveau style communiste est *Guerra y Revolución* (9). Neuf pages sont consacrées à la collectivisation, il y a de nombreuses citations et même de Broué, de Peirats, de Federica Montseny. Cependant, une lecture critique et une connaissance des textes cités réduit considérablement la valeur apparente du livre. Ainsi la citation de Peiró (p. 30) ne touche que des excès, d'ailleurs avant que les communistes ne se servent des critiques de Peiró, nous les avons publiées (« N.R. » numéro 30-32 : « Témoignages sur trois collectivités »). Quant aux citations d'anarchistes contre la collectivisation (p. 33, 34, 35), il s'agit de critiques dans des articles profondément partisans de la collectivisation, mais qui critiquaient des fautes ; nous avons nous-mêmes donné l'exemple de cette attitude en publiant des textes de V. Richards sur la question (brochure « Collectivités anarchistes en Espagne révolutionnaire »).

La « nouvelle vague » communiste n'est donc qu'un déguisement vulgaire d'une position antirévolutionnaire, car l'attitude russe n'est jamais remise en question, aucune explication n'est donnée de cette citation, par exemple : « Quant à la Catalogne, le nettoyage des éléments trotskystes et anarcho-syndicalistes est commencé, et elle sera conduite avec la même énergie qu'en U.R.S.S. » (Pravda, 17-12-1936). Le parti communiste espagnol fut le cheval de Troie de l'antirévolution : les militaires russes sabotèrent les plans républicains, les travailleurs furent trahis par une bourgeoisie armée et protégée par le PC.

Quelle est donc la position des communistes sur la collectivisation agraire en général ? Il nous semble qu'elle apparaît assez clairement à travers une

(7) Extrait de « Sotsialno ekonomitcheski problemi istori Ispani ».

(8) « Formació del P.S.U. de Catalunya », Mexico, 1966.

(9) « Guerra y revolución en España », Moscou, Editorial Progreso, tome I, 1966.

brochure sur la collectivisation en Asie centrale (10). Mais il faut d'abord connaître la position officielle. Staline l'a clairement exposée (11). « Lénine disait que les paysans sont la dernière classe capitaliste (...). Le paysan — dit Lénine —, en tant que travailleur, tend au socialisme et préfère la dictature des ouvriers à la dictature de la bourgeoisie. Mais, en tant que vendeur de blé, le paysan tend vers la bourgeoisie, vers le libre commerce, c'est-à-dire il regarde en arrière, vers le capitalisme « habituel », vers le vieux capitalisme « traditionnel » (Lénine, en russe, t. XXIV, p. 314. « Un salut aux ouvriers hongrois »). Avant Lénine, il y avait Engels qui, dans « La question paysanne en France et en Allemagne », écrivait : « Nous sommes fermement du côté du petit paysan, nous ferons tout notre possible pour que son existence soit plus facile, pour faciliter le passage à la coopération, s'il en décide ainsi ; au cas où le petit paysan ne se trouverait pas encore en condition de prendre cette décision, nous tâcherons de lui concéder le plus de temps possible pour qu'il réfléchisse sur son lopin de terre » (citations de Staline, p. 60, 295, 297).

Engels écrit de manière vague et théorique (« tâcher de... », « le plus de temps »). Lénine était dans une situation concrète, il décide. Après la guerre mondiale, continuée par la guerre à l'intérieur, il revient au système du libre commerce pour deux raisons : assurer la production agricole et des produits de biens de consommation en permettant aux vendeurs de toucher une marge bénéficiaire suffisante ; s'assurer un appui populaire immédiat en mettant un terme à la famine, aux restrictions qui rendaient la vie plus difficile que sous le tsar. Lénine choisit cette position à cause des conditions économiques russes insuffisantes et de plus amoindries par les guerres. Il n'y a aucune explication théorique, c'est une décision qui découle des nécessités économiques. Ainsi, lorsque Staline se sentit sûr d'un certain potentiel économique, il liquida tous les gens qui s'étaient normalement enrichis, normalement puisque Lénine l'avait provoqué. Si nous nous en tenons à la brochure citée (10), nous voyons un respect des paysans pour assurer la production, après les avoir débarrassés des féodaux (p. 12) ; l'établissement de la collectivisation lorsque la production de tracteurs et de machines agricoles est suffisante en U.R.S.S. (p. 28, 29).

La situation espagnole en 1936, correspondait-elle à celle de la Russie en 1922 ?

Il n'y avait pas eu de guerres et l'économie espagnole était intacte. De plus, le prolétariat et le paysannat étaient préparés depuis des années par les exemples pratiques et théoriques des anarchistes, à l'instauration immédiate du communisme libertaire. En fait, le stade du désir de possession individuelle de la terre était dépassé, ce qui correspond en outre à des aspirations traditionnelles (Joaquín Costa). L'attitude des communistes consista à encourager les paysans riches opposés à la collectivisation parce qu'ils désiraient la terre pour la faire cultiver par les paysans pauvres. Cette politique communiste amena des incidents dans les campagnes, des sabotages, des pertes de récoltes. Le parti communiste ne faisait pas la guerre contre Franco, il voulait liquider l'anarchisme et le parti socialiste pour avoir le terrain libre plus tard, maintenant par exemple.

Monique BLANC.

(10) Mikhaïl Sujanov : « Cómo se efectuó la colectivización de la agricultura en Asia central soviética y Kazajstan », Novosty, s.d.

(11) Staline : « Cuestiones del leninismo », Moscou, 1947.

DANS NOTRE COURRIER

— De A.A. :

Je pense quant à moi que l'équipe « N.R. » fait effectivement un « boulot historique ». D'accord pour dire que vous le faites parce que vous pensez qu'il faut faire quelque chose, mais c'est après tout le sort de tout travail « gratuit ». Cela n'empêche pas qu'au point où en sont les choses, ce soit ici un travail historique ; dans le fil du temps, du moins n'y aura-t-il pas de lacune.

« Ne pas se faire de cinéma » — comme je suis d'accord ! C'est du moins un des préceptes que j'ai le mieux suivi côté action. Comportement qui m'a souvent porté à l'écoeurement profond à voir comment certains militants finissaient par se prendre pour de grands chefs...

— De B.B. :

A notre point de vue, en ce sens, qu'avant de savoir comment et avec qui s'organiser, il serait bon de voir l'utilité de l'**Organisation**, non pas dans l'absolu, mais dans le contexte politique, économique, social de la France d'aujourd'hui ; contexte tel qu'il élimine pratiquement toute possibilité révolutionnaire. Aussi, créer trop rapidement une nouvelle « Maison » dont le programme sera sans effet revient à installer une nouvelle bureaucratie dont la fonction essentielle sera la « représentativité de l'anarchisme » ; vous ne nierez pas qu'une telle fonction offre des dangers que nous, anciens de la FA, avons expérimentée.

Actuellement en France, le mouvement anarchiste est d'une telle confusion que militer avec certains camarades dont la « vie sociale »... est incompatible avec le « programme révolutionnaire » nous apparaît une utopie.

Pour nous, l'Organisation doit répondre à un besoin temporaire.

— De C.C. :

Une précision : Exclu des JC en 1937, suis passé à la FAF avant la guerre mondiale, mais pour assez peu de temps. Ai ensuite rejoint les rangs trotskystes pendant l'occupation. Ne suis donc pas anarchiste, et à la réflexion ne l'ai sans doute jamais été. En tout cas, me suis refusé à rester avec des « anars » français qui ne faisaient que se parer des combats et des indiscutables qualités de nos camarades espagnols.

Je vous dis tout cela... (parce que) votre revue fait honneur à l'anarchisme en ce sens qu'elle marque une réaction contre l'effroyable inculture (du point de vue anarchiste lui-même) des ténors « anars » de ce pays. L'anarchisme, en France, fut tourné en effroyable dérision. Croyez-vous vraiment que « ça arrange » les marxistes un peu sérieux ? Non, l'ignorance ne peut jamais « arranger » les marxistes. De toutes façons, si vous poursuivez votre effort, cela ne devrait finalement qu'être profitable au mouvement ouvrier.

— De D.D. :

Nous avons beaucoup apprécié l'impartialité avec laquelle vous avez traité les graves incidents de la FA.

Pour notre part, nous sommes partisans de rester en contact avec tous les mouvements anarchistes, de discuter avec eux, même si nous ne sommes pas toujours du même avis, car nous travaillons tous pour la même cause et la dispersion nous enlève beaucoup d'efficacité... Nous avons parfois des idées divergentes, mais sur des questions de détails nous poursuivons le même but. Et ces petites divergences portent la preuve que nous sommes anarchistes. La FA a tué l'anarchisme précisément parce qu'elle ne les admettait pas !

Nous avons une double lutte à soutenir : celle de défendre et propager nos idées et celle de démystifier la FA qui prétend représenter l'anarchie alors qu'elle n'en est que la parodie (et, croyez-moi, je suis placée pour le savoir).

Croyez-vous que tous les groupements épars, si bien organisés soient-ils, soient capables de soutenir cette lutte séparément ? Et surtout de la faire rapidement avant qu'il ne soit trop tard ?

APPEL (suite)

Dans notre dernier numéro, nous avons lancé un « Appel » aux camarades pour pouvoir publier une série de textes (« Histoire de l'Anarchisme » de Max Nettlau, « Leçons de la guerre d'Espagne » de Vernon Richards, « Anarchisme » de Borovoi, « Collectivités en Espagne révolutionnaire », etc.). En réponse à cet appel, nous avons reçu environ 500 francs, ce qui ne nous permet pas pour l'instant d'aller très loin dans la réalisation de ces projets.

Mais la revue « Anarchisme et Non-violence » a repris cet appel en le reproduisant dans son dernier numéro. Nous leur en sommes reconnaissants.

Ainsi, nous attendons encore avant de nous adresser directement à chacun des souscripteurs pour décider ensemble de la forme à choisir (Imprimé, ronéo) et du texte pour lequel commencer.

Numéros de "NOIR et ROUGE" disponibles (Novembre 1967)

- N° 21 — (Juin 1962) : Cuba : Débat, si ! Coup bas, no ! ; Cuba (suite) ; critiques et réponses ; A propos des pays sous-développés. — Le rôle et l'importance des différentes classes dans la lutte pour la liberté (suite).
- N° 27 — (Juin 1964) : Ugo Fedeli. — Individualisme (suite) : le marxisme et l'individu. Débat. Pierre Chardon. — La 1^{re} Internationale en Espagne : Nettlau, Lorenzo, C. Marti. — Front populaire, Révolution manquée ? — Quelques impressions d'un récent voyage en Israël. — Franc-maçonnerie et anarchisme.
- N° 28 — (Décembre 1964) : Faire le point. — Pour une systématisation de la pensée anarchiste, Lain Diez. — Espagne 64. — L'Etat et les classes, abolition et extinction de l'Etat, Berneri. — Yougoslavie 64. — Notes de lecture.
- N° 29 — (Mars 1965) : Les élections : I) Manifestation de la souveraineté populaire ; II) Lénine et les élections ; III) La FM et les élections ; IV) La CNT et les élections ; V) Proudhon et le parlementarisme ; VI) Anarchistes « électionnistes ». — Consommation. — Pologne.
- N° 30 — (Juin 1965) : « Anarchie ». — Témoignage sur trois collectivités anarchistes en Espagne. — Kropotkine géographe. — Anarchisme, Borovoï. — Notes de lecture.
- N° 35 — (Septembre 1966) : Biographie de Malatesta. — Textes de Malatesta : Les anarchistes devant la révolution populaire ; Syndicalisme et anarchisme ; Les solutions communistes, collectivistes et individualistes de l'anarchisme ; Pour un anarchisme vivant et constructif ; Initiative et spontanéité. — Bibliographie. — Postface.
- N° 37 — (Mars 1967) : Le Bidon. — Mise au point à propos d'un congrès. — L'autogestion en Algérie. — Leçon de la révolution espagnole. — Lettre d'un camarade.
- N° 38 — (Juin 1967) : Contre la confusion. — Autogestion en Algérie. — Entretien avec Cipriano Mera. — Mise au point sur des notes. — Appel.

SOMMAIRE

| | Page |
|--|------|
| AUX CAMARADES | 1 |
| GREVE A LA FACULTE DE NANTERRE | 2 |
| SUR LE VIETNAM | 5 |
| TEMOIGNAGES D'ESPAGNE | 14 |
| DE L'ANARCHISME AU FRANQUISME | 21 |
| A PROPOS DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE | 25 |
| PERSPECTIVES DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE. | 29 |
| NOTES DE LECTURE : | |
| L'USINE ET L'HOMME | 33 |
| POINTS DE VUE COMMUNISTES SUR L'AUTOGES- TION ESPAGNOLE | 34 |
| DANS NOTRE COURRIER | 38 |

Notre adresse est : Lagant, B.P. 113, Paris (18^e) (ne pas mentionner « Noir et Rouge »).

Pascale CLARIS.

Paris, C.C.P. 20.020.93.

Prière de nous signaler tout changement d'adresse.

Prix du numéro : 1,70 F.

Abonnement de quatre numéros : 6 F.

Abonnement de soutien : selon vos possibilités.

Directeur de la publication : Pascale CLARIS

Imprimerie « LA RUCHE OUVRIERE » - 10, rue de Montmorency - Paris (3^e)